

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3270

6 novembre 2014

SOMMAIRE

Acron Wien Prater GP S.à r.l.	156926	Nord Immo S.A.	156919
Bulgarian Acquisition Company V S. à r.l.	156954	Novator Biogas Sweden S.à r.l.	156920
IDICO-Intercontinental Development and Investment Corporation S.A., SPF	156959	OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l.	156920
Maison Steffen Dudelange S.à r.l.	156914	Octagone Holding S.à r.l.	156922
Mantaray Software S.à r.l.	156914	Octagone Holding S.à r.l.	156922
Marketia	156915	Octagone Luxembourg 1 S.à r.l.	156923
Martek Power	156917	Octagone Luxembourg 1 S.à r.l.	156924
Masalux S.A.	156916	Octagone Luxembourg 2 S.à r.l.	156924
MC Universal S.A.	156918	Octagone Luxembourg 2 S.à r.l.	156925
MD Information Service (Luxembourg) S.à r.l.	156918	Octagone Luxembourg 3 S.à.r.l.	156926
Merck Holding S.à r.l.	156916	Octagone Luxembourg 3 S.à.r.l.	156925
Meridiam MC Europe II	156914	Octagone Luxembourg 7 S.à.r.l.	156935
Merrill Lynch Investment Solutions	156919	Octagone Luxembourg 7 S.à.r.l.	156960
Merrill Lynch Investment Solutions	156917	Odyssey S.à r.l.	156919
Merym S.A.	156917	Orion IV European 24 S.à r.l.	156922
Metis Holding S.à r.l.	156956	Orion IV European 24 S.à r.l.	156923
Middle East Internet Holding S.à r.l.	156915	OSCAR Luxembourg S.à r.l.	156922
Millipart S.à r.l.	156916	Palladium International S.A.	156918
Mission S.A.	156918	Panattoni Luxembourg Services S.à r.l. .	156925
Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	156935	PV Holdings S.à r.l.	156920
Mullebutz s.à r.l.	156919	Q 207 GP S.à r.l.	156920
Nabors Global Holdings Limited	156914	Restaurant Fleur de Jasmin S.à.r.l.	156921
Napa Valley	156924	Samco Holdings	156923
Newcontainer Management Services No.1 S.à r.l.	156921	Schmitzmiller S.A.	156921
Newcontainer No.36 (Luxembourg) Shipp- ing S.à r.l.	156920	Schorndorf Investments S.A.	156921
Nolan S.à r.l.	156915	Setrim S.A.	156921
		Sèvres II S. à r.l.	156960
		Sun Life (Luxembourg) Finance No. 2 Sàrl	156960

Maison Steffen Dudelange S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3590 Dudelange, 39, place de l'Hôtel de Ville.
R.C.S. Luxembourg B 81.774.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 07/10/2014.

Référence de publication: 2014156053/10.

(140176880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Meridiam MC Europe II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 164.523.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 30 septembre 2014

En date du 30 septembre 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler le mandat de Ernst & Young, en tant que Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015.

Luxembourg, le 6 octobre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Meridiam MC Europe II

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014156042/15.

(140176465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Mantaray Software S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7220 Walferdange, 133, route de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 151.757.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un mandataire

Référence de publication: 2014156054/12.

(140177270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Nabors Global Holdings Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 200.000,00.

Siège de direction effectif: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 155.086.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 2 septembre 2014

L'associé unique de la Société a décidé de transférer le siège d'administration centrale de la Société du 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} octobre 2014.

L'associé unique de la Société a décidé d'accepter la démission de Madame Inna HÖRNER de ses fonctions de gérante de catégorie A de la Société, avec effet au 1^{er} octobre 2014, et de nommer en qualité de nouvel gérant de catégorie A de la Société en remplacement de Madame Inna HÖRNER, Monsieur Tamas HORVATH, né le 5 novembre 1977 à Pecs III, Hongrie, et demeurant au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, et ce avec effet au 1^{er} octobre 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156085/17.

(140176552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Middle East Internet Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 26.088,00.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 183.137.

Auszug aus den Beschlüssen der Teilhaber der Gesellschaft vom 25. August 2014

Am 25. August 2014 haben die Teilhaber der Gesellschaft folgende Beschlüsse gefasst:

- Annahme des Rücktritts von Herrn Alexander KUDLICH von seinem Mandat als Geschäftsführer der Kategorie A mit sofortiger Wirkung;

- Ernennung von Herrn Dr. Eyad KASSAR, geboren am 8. Juni 1983 in Zweibrücken, Deutschland, mit beruflicher Adresse in: Grosvenor Business Tower #904, Tecom, Dubai, Vereinigte Arabische Emirate, als neuen Geschäftsführer der Kategorie A der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung und dies für einen unbefristeten Zeitraum.

Somit ist der Geschäftsführungsrat der Gesellschaft wie folgt zusammengesetzt:

- Herr Christian SENITZ, Geschäftsführer der Kategorie A
- Herr Dr. Eyad KASSAR, Geschäftsführer der Kategorie A
- Herr Ulrich BINNINGER, Geschäftsführer der Kategorie B

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. Oktober 2014.

Middle East Internet Holding S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2014156044/23.

(140176490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Marketia, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 18, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 43.375.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 06/10/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014156060/12.

(140176523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Nolan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 188.642.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 30 septembre 2014, que l'associée unique de la Société AIM Services S.à r.l. a transféré la totalité des 12.500 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à:

- Maris S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 19, rue de Bitbourg, L- 1273 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188684.

Les parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

Maris S.à r.l. 12.500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Nolan S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014156094/19.

(140177198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Merck Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.250.000,00.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 177.672.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la société qui s'est tenue au siège social en date du 11 septembre 2014.

1. Le conseil de gérance a unanimement décidé de transférer le siège social de la Société du 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 32-36 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, avec effet au 1^{er} Octobre, 2014.

2. Le conseil de gérance a été informé par Tim Hashagen, l'un des gérants de catégorie A de la Société que son adresse professionnelle a également été transférée au 32-36 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, avec effet au 1^{er} Octobre, 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 Octobre 2014.

Pour extrait conforme

Pour *MERCK HOLDING S.à r.l.*

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014156041/21.

(140176518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Masalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 142.733.

—
Par la présente, nous démissionnons avec effet immédiat de notre fonction de commissaire aux comptes au sein de la société anonyme MASALUX S.A., ayant son dernier siège social connu au 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 142733.

Fait à Luxembourg, le 06 octobre 2014.

FIDUCIAIRE BEAUMANOIR S.A.

Référence de publication: 2014156062/12.

(140177034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Millipart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 214.347.700,00.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 112.435.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la société qui s'est tenue au siège social en date du 11 septembre 2014.

1. Le conseil de gérance a unanimement décidé de transférer le siège social de la Société du 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 32-36 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, avec effet au 1^{er} Octobre, 2014.

2. Le conseil de gérance a été informé par Tim Hashagen, l'un des gérants de classe A de la Société que son adresse professionnelle a également été transférée au 32-36 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, avec effet au 1^{er} Octobre, 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 Octobre 2014.

Pour extrait conforme

Pour *MILLIPART S.à r.l.*

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014156076/21.

(140176519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Martek Power, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 101.039.

—
EXTRAIT

Par décision du 1^{er} Octobre 2014 de l'actionnaire unique:

- Révocation avec effet au 1^{er} octobre 2014 de Monsieur Enzo Strappazon de son poste d'administrateur et d'administrateur délégué de la Société

- Révocation avec effet au 1^{er} octobre 2014 de Monsieur René Cledassou de son poste d'administrateur de la Société

- Nomination avec effet au 1^{er} octobre 2014 de Madame Solange Savarinayagam, née à Pondichery (Inde) le 4 Octobre 1980, et ayant comme adresse professionnelle 12 rue Eugène Ruppert, 2453 Luxembourg (Luxembourg), en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de six années

- Nomination avec effet au 1^{er} octobre 2014 de Madame Sabine Knobloch, née à Yutz (France) le 23 Décembre 1967, et ayant comme adresse professionnelle 12 rue Eugène Ruppert, 2453 Luxembourg (Luxembourg), en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de six années

- Nomination avec effet au 1^{er} octobre 2014 de Monsieur Alexis Hubert, née à Ulmiz (Suisse) le 27 Mai 1972, et ayant comme adresse professionnelle 7 route de la Longeraie, 1110 Morges (Suisse), en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de six années

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 2014.

Pour l'actionnaire unique

Signature

Référence de publication: 2014156061/26.

(140177123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Merym S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 90.125.

—
Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration

Monsieur Grégory GUISSARD, né le 01/08/1980 à Braine-L'Alleud et demeurant au 23 Boulevard de la Cluse à CH-1205 GENEVE, est nommé en tant que Président du Conseil d'Administration. Il assumera cette fonction pendant la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156073/12.

(140177083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Merrill Lynch Investment Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.445.

—
Suite au conseil d'administration tenu le 04 juillet 2014 et à l'approbation de la commission de surveillance du secteur financier obtenu le 18 septembre 2014, il a été décidé:

- La co-optation de Monsieur Patrick Daniel Schegin, résidant professionnellement au 2 King Edward Street - London EC1A 1HQ United Kingdom, en remplacement de Madame Miriam Muller en tant qu'administrateur avec effet le 18 septembre 2014 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015

- La démission de Messieurs Raymond Blokland, Mr. Paul Holmes and Mr. Jocelyn Kiefe

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

State Street Bank Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014156072/16.

(140176511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

MD Information Service (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 3.022.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 98.787.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014156066/10.

(140176976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

MC Universal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2270 Luxembourg, 14, rue d'Orval.
R.C.S. Luxembourg B 86.735.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 06 octobre 2014

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MC UNIVERSAL S.A. (B numéro 86735), avec siège social à L-2270 Luxembourg, 14, rue d'Orval en date du 06 octobre 2014:

- la révocation de Monsieur Gilles PIGNOLO, demeurant à L-3720 Rumelange, 8, rue d'Esch, au poste d'administrateur et d'administrateur délégué.

Pour extrait conforme

Fait à Luxembourg, au siège social de la société, le 06 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156065/15.

(140176951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Mission S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 86.089.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue extraordinairement au siège social le 24 septembre 2014

Après avoir délibéré, l'Assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Monsieur Pierre Goffinet, demeurant professionnellement au 370, route de Longwy L-1940 Luxembourg est nommé administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Pour extrait conforme

Charles Roberti

Administrateur

Référence de publication: 2014156077/15.

(140176817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Palladium International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 142.762.

Par la présente nous vous présentons notre démission avec effet immédiat de notre mandat de Réviseur d'Entreprises Agréé.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

FPS Audit S.à r.l.

Cabinet de Révision Agréé

Représenté par Patrick Sganzerla

Réviseur d'Entreprises Agréé / Gérant

Référence de publication: 2014156124/14.

(140176479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Mullebutz s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4037 Esch-sur-Alzette, 13, rue Bolivar.

R.C.S. Luxembourg B 34.938.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2014156082/10.

(140177058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Merrill Lynch Investment Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.445.

Faisant suite à l'assemblée générale du 28 juillet 2014 sont nommés administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015:

Jean-Claude Wolter

11B boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Miriam Muller

02 King Edward Street

GB - EC1A 1HQ London

Paul Guillaume

370 route de Longwy

L-1940 Luxembourg

Est nommé réviseur d'entreprise jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015:

PricewaterhouseCoopers

400 route d'Esch

L-1471 Luxembourg

Grand-Duché de Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 octobre 2014.

Pour State Street Bank Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014156071/26.

(140176511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Nord Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 53.837.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156099/9.

(140176401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Odyssey S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.081.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156102/9.

(140176410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

PV Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 146.386.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 7 October 2014.

Référence de publication: 2014156159/10.

(140177005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Newcontainer No.36 (Luxembourg) Shipping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 144.305.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Référence de publication: 2014156089/10.

(140176874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Novator Biogas Sweden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 114.696.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156095/10.

(140176982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 173.382.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156107/10.

(140176557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Q 207 GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 166.095.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2014156161/14.

(140177183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Restaurant Fleur de Jasmin S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, 17, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 60.801.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg. Signature.

Référence de publication: 2014156173/10.

(140176707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Newcontainer Management Services No.1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 144.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Référence de publication: 2014156088/10.

(140176883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Setrim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 41, rue des Celtes.
R.C.S. Luxembourg B 100.128.

Le Bilan abrégé au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 07 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156212/10.

(140176787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Schmitzmillen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8190 Kopstal, 67, rue Schmitz.
R.C.S. Luxembourg B 110.952.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014156205/10.

(140176569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Schorndorf Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 129.505.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 2014.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014156206/14.

(140176600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Orion IV European 24 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 189.084.

EXTRAIT

En date du 3 Octobre 2014, l'associé unique de la Société a décidé d'accepter la démission de M. Olivier de Nervaux et M. Ronald de Koning en tant que gérants avec effet au 6 octobre 2014.

En conséquence, le conseil de gérance est dorénavant composé comme suit:

- M. Nicolas Brimeyer;
- M. Christopher Jenner; et
- M. Anthony Halligan.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orion IV European 24 S.à r.l.

Référence de publication: 2014156104/17.

(140177130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Octagone Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.
R.C.S. Luxembourg B 130.893.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156108/11.

(140177277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Octagone Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.
R.C.S. Luxembourg B 130.893.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156109/11.

(140177278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

OSCAR Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 158.686.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (clôture de liquidation) de la société «OSCAR LUXEMBOURG S.à r.l.», reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 17 septembre 2014, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 22 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12646.

- que la société «OSCAR LUXEMBOURG S.à r.l.» (la «Société»), société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 32, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 158.686,

constituée suivant acte notarié en date du 31 janvier 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 4 mai 2011, numéro 892,

se trouve à partir de la date du 17 septembre 2014 définitivement liquidée,

l'assemblée générale extraordinaire prémentionnée faisant suite à celle du 25 février 2014 aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les article 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915. concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, relatifs à la liquidation des sociétés.

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) au siège social de la Société dissoute, en l'occurrence au 32, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 3 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156120/27.

(140176741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Samco Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 180.115.

—
Extrait des résolutions du conseil de gérance datées du 19 juin 2014

En date du 19 juin 2014, le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014156183/15.

(140176959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Octagone Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 130.905.

—
Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156110/11.

(140177286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Orion IV European 24 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 189.084.

—
EXTRAIT

En date du 6 octobre 2014, Orion IV European 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160707, alors associé unique de Orion IV European 24 S.à r.l., a cédé six mille deux cent cinquante (6,250) parts sociales, représentant la moitié des parts sociales qu'elle détient dans Orion IV European 24 S.à r.l. à Promontoria Holding 80 BV, ayant son siège social à 32, Oude Utrechtseweg, 3743 KN Baarn aux Pays-Bas et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés des Pays-Bas sous le numéro 58307419.

Suite à cette cession, Promontoria Holding 80 BV devient associé de Orion IV European 24 S.à r.l. et détient six mille deux cent cinquante (6,250) parts sociales, et l'associé Orion IV European 1 S.à r.l. détient désormais six mille deux cent cinquante (6,250) parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orion IV European 24 S.à r.l.

Référence de publication: 2014156103/20.

(140177130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Octagone Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 130.905.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156111/11.

(140177287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Octagone Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 130.906.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156112/11.

(140177283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Napa Valley, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.592.

EXTRAIT

Il résulte:

1) D'une convention de cession de parts sous seing privé du 01/07/2014 entre Monsieur Emmanuel SORDOILLET, né le 04/08/1970 à Enghien les Bains (France) demeurant 11 Allée des Aubépines à F-64600 Anglet (France), Monsieur Jérôme TRICAULT, né le 19/06/1970 à Boulogne Billancourt (France) demeurant au 32, route de Capian F-33550 Langoiran (France) et la société France PREMIUM enregistrée au registre de commerce de France sous le numéro: 451111942 RCS Paris, siégeant à 4R Cambon à F-75001 Paris (France), d'autre part.

Depuis le 01/07/2014, les associés de la société NAPA VALLEY Sàrl sont représentés comme suit:

- TRICAULT Jérôme

Né le 19/06/1970 à Boulogne Billancourt (France)

Demeurant 32 Route de Capian à F-33550 Langoiran (France) 5312,- parts

- SORDOILLET Emmanuel

Né le 04/08/1970 à Enghien les Bains (France)

Demeurant 11 Allée des Aubépines à F-64600 Anglet (France) 5186,- parts

- ROUGERIE Sophie

Née le 07/04/1972 à Bourg-La-Reine (France)

Demeurant 11 Allée des Aubépines à F-64600 Anglet (France) 126,- parts

- TRICAULT Stéphane

Né le 12/02/1967 à Paris (France)

Demeurant 24 rue René Thibert à F-94800 Villejuif (France) 61,- parts

- BRUGERE Cécile

Née le 21/05/1973 à Bordeaux (France) 61,- parts

Demeurant 24 rue René Thibert à F-94800 Villejuif (France)	
- MOUNOU David	
Né le 10/05/1975 à Cannes (France)	
Demeurant 252 Avenue de la Lanterne à F-06200 Nice (France)	126,- parts
- GIUGE Sébastien	
Né le 23/10/1973 à Sorengo (Suisse)	
Demeurant 174 rue du Temple à F-75003 Paris 03 (France)	126,- parts
- CLERY Grégoire	
Né le 31/07/1970 à Paris (France)	
Demeurant 26 rue Victor Diederich à F-92150 Suresnes (France)	126,- parts
- BERNAERT Yves	
Né le 19/04/1968 à Saint-Mandé (France)	
Demeurant 30 Chemin de l'Arsel à F-78380 Bougival (France)	126,- parts
- FRANCE PREMIUM	
Registre de commerce et sociétés Paris (France) N°451 111 942	
Siégeant 4 rue Cambon à F-75001 Paris (France)	1250,- parts
TOTAL	12.500 parts sociales
(12.500 parts sociales d'une valeur nominale de 1,-€ chacune soit un capital de 12.500,- €.)	
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.	
Référence de publication: 2014156096/48.	
(140176550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.	

Octagone Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 130.906.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156113/11.

(140177284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Octagone Luxembourg 3 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 130.899.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156114/11.

(140177280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Panattoni Luxembourg Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 115.688.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 6 octobre 2014

1. La société à responsabilité limitée Panattoni Luxembourg Directorship Sarl a démissionné comme gérant avec effet à la date des décisions prises par l'associée unique.

2. Les personnes suivantes ont été nommées comme gérants avec effet à la date des résolutions prises par l'associée unique et pour une durée illimitée:

a. Catherine Delsemme, née le 16 janvier 1979, à Verviers, domiciliée professionnellement au 203 Route d'Esch, L 1471 Luxembourg

b. Mark Connor, né le 13 août 1966, à New York, domiciliée à 200, Central Park South - Suite 108- NY 10015- New York - USA.

c. Edward Lyons III, né le 7 mars 1972, à San Francisco, domiciliée à Top Floor, 42 Gayton Road, NW3 1TU Londres, Grande Bretagne

Luxembourg, le 7/10/2014.

Catherine DELSEMME.

Référence de publication: 2014156125/20.

(140177077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Octagone Luxembourg 3 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 130.899.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156115/11.

(140177281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Acron Wien Prater GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 190.625.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of September.

Before Us, Maître Francis Kessler, civil law notary, residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

ACRON Lux Invest S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated under Luxembourg law on 3 November 2011, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 164.659, whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 21 December 2011 under number 3137, and whose last amendments of the articles of incorporation took place on 2 March 2012 and were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 26 April 2012 under number 1070, represented by Mrs. Sophie HENRYON, notary clerk, with professional address at Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal in Luxembourg on 27 August 2014, which will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacity, have requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the relevant laws and the present Articles of Incorporation:

Preliminary title - Definitions

In these Articles of Incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

"Law of 10 August 1915" the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended from time to time;

"Articles of Incorporation" the articles of incorporation of the Company, as the same may be amended from time to time;

"Bank Business Day" each day upon which the banks are open for business in Luxembourg;

"Board" the board of managers of the Company;

"Manager" a manager appointed to the Board or as the case may be a member of the Board;

"Share(s)" means the shares issued by the Company and any share issued in exchange for those shares or by way of conversion or reclassification, and any share representing or deriving from

those shares as a result of any increases in or reorganization or variation of the capital of the Company;
 "Shareholder" means a holder of Shares.

ARTICLES OF INCORPORATION

Title I. Name, Purpose, Duration, Registered Office

Art. 1. There is hereby formed by the present and all persons and entities who may become Shareholders in the future a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of ACRON Wien Prater GP S.à r.l. (hereinafter referred to as the "Company").

Art. 2. The Company's corporate object is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company may, in particular, act as general partner (associé gérant commandité) of "ACRON Wien Prater S.C.A." (the "SCA"), incorporated under the legal form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) and of any other companies.

The Company shall carry out any activities connected with its status as general partner of the SCA and any other companies.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly with all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board after having received the Shareholders' consent.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office abroad, will remain a Luxembourg company.

Title II. Capital, Shares

Art. 5. The Company's capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by one hundred (100) Shares of one hundred and twenty-five Euros (EUR 125.-) each.

The one hundred (100) Shares have all been fully paid in cash.

The capital may be increased or reduced by a resolution of the sole Shareholder or by a resolution of the Shareholders of the Company adopted in accordance with Article 20 hereof.

Shares will only be issued in registered form and will be inscribed in the register of Shares, which is held by the Company or by one or more persons on behalf of the Company. Such register of Shares shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number and class of Shares held by him.

In case of a sole Shareholder, the Shares held by the sole Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law of 10 August 1915.

Title III. Shareholders meetings

Art. 6. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 7. In case of a sole Shareholder, the sole Shareholder assumes all powers conferred to the Shareholders' meeting. Any resolutions to be taken by the single Shareholder may be taken in writing.

In case of plurality of Shareholders, the provisions of Article 8 will apply to any resolution to be taken by a meeting of Shareholders.

Each Share is entitled to one vote.

A Shareholder may be represented (at any meeting of Shareholders) by another person, which does not need to be a Shareholder and which may be a Manager. The proxy established to this effect may be in writing or by cable, telegram, facsimile or e-mail transmission.

Art. 8. If legally required or if not so required upon the decision of the Manager, or in case of plurality of Managers, the Board, annual general meetings of Shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting. Such annual general meetings may be held abroad if, in the judgement of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, exceptional circumstances so require.

The Manager or in case if plurality of Managers, the Board, may convene other meetings of Shareholders to be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Except as otherwise required by law or provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of the votes cast by those Shareholders present or represented and voting.

The general meeting of Shareholders shall be called by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, by notices containing the agenda and which will be published as required by law.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, will prepare the agenda, except if the meeting takes place due to the written request of Shareholders provided for by law; in such case the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may prepare an additional agenda.

If all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The matters dealt with by the meeting of Shareholders are limited to the issues contained in the agenda which must contain all issues prescribed by law as well as to issues related thereto, except if all the Shareholders agree to another agenda. In case the agenda should contain the nomination of Managers or of the auditor, the names of the eligible Managers or of the auditors will be inserted in the agenda.

Title IV. Administration

Art. 9. The Company shall be managed by one or more Manager(s). If several Managers have been appointed, they will constitute a Board.

The Manager(s) need not be Shareholders of the Company.

The Manager(s) shall be elected by the general meeting of Shareholders for a period as determined by such general meeting of Shareholders and until their successors are elected and take up their functions. Upon expiry of its mandate, a Manager may seek reappointment.

The Manager(s) mandate may be revoked at any time with or without a reason by the general meeting of Shareholders.

Art. 10. The Board shall choose from among its members a chairman.

The chairman shall preside at all meetings of the Board but in his absence or incapacity to act, the Managers present may appoint anyone of their number to act as chairman for the purposes of the meeting.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may also choose a secretary, who need not be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board and of the Shareholders.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may from time to time appoint officers of the Company, including a managing director, a general manager and any assistant managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Officers need not be Managers or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board.

The Board shall meet upon call by the chairman, or any Managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the Board shall be given to all Managers at least eight (8) Bank Business Days prior to the beginning of such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission of each Manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Manager may act at any meeting of the Board by appointing, in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission, another Manager as his proxy.

Any Manager who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the Board by remote conference facility or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate or act validly only if at least two Managers are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented. In case of a deadlock, the chairman shall have the casting vote.

Resolutions signed by all Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, telegrams, facsimile or e-mail transmissions.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Managers.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by any two Managers or by a Manager together with the secretary or the alternate secretary.

Art. 11. The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, shall have powers to determine the course and conduct of the management and business affairs of the Company.

It is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the interests of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board.

Art. 12. The Company shall be bound by the sole signature of its single Manager or in case of plurality of Managers, by the sole signature of any Manager of the Company, or by the joint signature of any person(s) to whom such signatory authority has been delegated by the Manager or in case of plurality of Managers, by the Board, together with one Manager.

Art. 13. The Manager or in case of plurality of Managers, the Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company, including the right to sign on behalf of the Company, and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company or to other persons, which at their turn may delegate their powers if they are authorised to do so by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board.

Art. 14. No contract or other transaction which the Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Company is interested in such other company or firm by a relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity.

In the event that any Manager or officer of the Company may have any personal interest in any contract or transaction of the Company other than that arising out of the fact that he is a Manager, officer or employee or holder of securities or other interests in the counterparty, such Manager or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Manager's or officer's personal interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

Art. 15. The Company may indemnify any Manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Title V. Accounting, Distributions

Art. 16. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31 December of each year.

Art. 17. From the annual net profit of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time in accordance with Article 5 hereof.

The general meeting of Shareholders shall decide each year how the remainder of the annual net profit shall be allocated and may declare dividends from time to time or instruct the Board to do so.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may within the conditions set out by law unanimously resolve to pay out interim dividends.

Title VII. Winding up, Liquidation

Art. 18. In the event of a winding-up of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators. Liquidators may be physical persons or legal entities and are named by the meeting of Shareholders deciding such winding-up and which shall determine their powers and their compensation.

Title VIII. Amendments

Art. 19. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the respect of the quorum and majority requirements provided by Luxembourg law.

Art. 20. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 and the Law of 13 February 2007.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2015.

Subscription and Payment

The capital of the Company is subscribed as follows:

ACRON Lux Invest S.à r.l., above named, subscribes for one hundred (100) Shares, resulting in a total payment of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now at the disposal of the company.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1.300.-).

General Meeting of Shareholders

The above named party representing the entire subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. The following are elected as Managers for an unlimited duration:

- Mr Cristian Federico Canis, professionally residing at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Ertan Isen, professionally residing at Grafenberger Allee 295, D-40237 Düsseldorf, Germany.

2. The registered office of the Company is set at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, herewith states that at the request of the above named persons, this deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing person, in case of divergence between the English and the German versions, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by his surname, name, civil status and residence, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden englischen Textes.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am vierten Tag des Monats September.

Vor Uns, Maître Francis Kessler, Notar mit Amtssitz in Esch/Alzette, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

ACRON Lux Invest S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet unter Luxemburger Recht am 3. November 2011, registriert beim Registre de Commerce et des Sociétés unter der Nummer B 164.659, deren Satzung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 21. Dezember 2011 veröffentlicht wurde und deren letzte Satzungsänderung am 2. März 2012 stattgefunden hat, welche am 26. April 2012 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde unter der Nummer 1070, vertreten durch Frau Sophie HENRYON, Angestellte des Notariats, geschäftsansässig in Esch/Alzette, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer am 27. August 2014 in Luxemburg, privatwirtschaftlich erteilten Vollmacht, die von der Erschienenen und der unterzeichnende Notar „ne variatur“ unterzeichnete Vollmacht bleibt dieser Urkunde beigefügt und ist zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle einzureichen.

Die wie vorstehend beschrieben vertretene Erschienenene hat den Notar gebeten, die nachstehende Satzung (articles of incorporation) einer den einschlägigen Gesetzen sowie den Bestimmungen dieser Satzung unterliegenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu Protokoll zu nehmen:

Einleitender Titel - Definitionen

In dieser Satzung haben die folgenden Begriffe, die ihnen im Folgenden jeweils zugeordnete Bedeutung:

"Gesetz vom 10. August 1915" das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung;

"Satzung" die vorliegende Satzung in seiner jeweils geltenden Fassung;

"Geschäftstag" ein voller Tag, an dem die Banken in Luxemburg für die üblichen Geschäfte geöffnet sind;

"Rat der Geschäftsführung" der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft;

"Geschäftsführer"	einer der gemäß dieser Satzung zum Mitglied des Rates der Geschäftsführung bestellten Geschäftsführer bzw. ein Mitglied des Rates der Geschäftsführung;
"Gesellschaftsanteil(e)"	die von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile sowie im Tausch gegen solche Anteile oder aufgrund einer Umwandlung oder Reklassifizierung ausgegebene Anteile sowie Anteile, die aufgrund von Kapitalerhöhungen, Umwandlungen oder Reklassifizierung oder Veränderungen des Kapitals für diese Anteile stehen oder aus ihnen hervorgehen;
"Gesellschafter"	ein Inhaber von Anteilen.

SATZUNG

Abschnitt I. Name, Zweck, Dauer, Sitz

Art. 1. Hiermit wird durch die gegenwärtigen und künftigen Gesellschafter eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Namen ACRON Wien Prater GP S.à r.l. (nachstehend "Gesellschaft" genannt) gegründet.

Art. 2. Der Zweck der Gesellschaft ist es, Beteiligungen in jedweder Form an Handels-, Industrie-, Finanz- oder anderen Unternehmen, seien es Luxemburgische oder ausländische, zu erwerben; Wertpapiere und Rechte durch Beteiligungen, Einbringung, Zeichnung, den Erwerb von Betrieben oder Optionen, Übertragungen oder auf andere Art zu erwerben und namentlich Patente und Lizenzen zu erwerben, zu verwalten und zu entwickeln; Unternehmen, an denen die Gesellschaft eine Beteiligung hält, jedwede Unterstützung, Darlehen, Vorteile oder Garantien zu gewähren und schließlich jede Maßnahme durchzuführen, die direkt oder indirekt mit diesem Zweck verbunden ist.

Die Gesellschaft darf insbesondere als Komplementärin (associé gérant commandité) des "ACRON Wien Prater S.C.A." (nachstehend "SCA" genannt) fungieren, einer Luxemburgischen Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions).

Die Gesellschaft soll alle Tätigkeiten, die mit ihrer Stellung als Komplementärin der SCA ausführen sowie jeglicher anderer Organismen.

Die Gesellschaft kann alle gewerblichen, technischen oder finanziellen Tätigkeiten ausführen, die direkt oder indirekt mit allen oben beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erfüllung ihres Zweckes zu fördern.

Art. 3. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Niederlassungen oder Büros können aufgrund eines Beschlusses des Rates der Geschäftsführung gegründet werden, wobei solche Beschlussfassungen unter dem Vorbehalt der vorherigen schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter stehen.

Für den Fall, dass der Rat der Geschäftsführung befindet, dass außergewöhnliche politische oder militärische Umstände eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die üblichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz stören oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und im Ausland ansässigen Personen erschweren könnten, kann der Sitz vorübergehend solange ins Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände nicht mehr vorherrschen. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlagerung ihres Sitzes ins Ausland eine Gesellschaft nach luxemburgischem Recht bleibt.

Abschnitt II. Kapital, Gesellschaftsanteile

Art. 5. Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgelegt und in einhundert (100) Gesellschaftsanteile mit einem Wert von einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-) je Anteil aufgeteilt.

Die einhundert (100) Gesellschaftsanteile sind vollständig eingezahlt.

Das Kapital kann aufgrund eines gemäß Artikel 20 dieser Satzung getroffenen Beschlusses des Alleingeschäfters oder der Gesellschafter der Gesellschaft erhöht oder herabgesetzt werden.

Gesellschaftsanteile werden nur als Namensanteile ausgegeben und sind ins Anteilsregister einzutragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen im Namen der Gesellschaft geführt wird. In diesem Anteilsregister wird der Name des Gesellschafter, sein Wohnsitz oder gewöhnlicher Aufenthaltsort, die Nummer und die Klasse der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile vermerkt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingeschäfters hat, sind die von dem Alleingeschäfters gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, können die von jedem Gesellschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes vom 10. August 1915 übertragen werden.

Abschnitt III. Gesellschafterversammlungen

Art. 6. Jede ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Gesellschafter der Gesellschaft gilt als Vertretung sämtlicher Gesellschafter der Gesellschaft. Sie verfügt über größtmögliche Befugnisse, mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft verbundene Handlungen anzuordnen, durchzuführen oder zu bewilligen.

Art. 7. Sofern die Gesellschaft einen Alleingeschäfters hat, stehen diesem sämtliche der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse zu. Von dem Alleingeschäfters zu fassende Beschlüsse können schriftlich gefasst werden.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, gelten die Bestimmungen von Artikel 8 für sämtliche von einer Gesellschafterversammlung zu fassenden Beschlüsse.

Jeder Gesellschaftsanteil gewährt eine Stimme.

Ein Gesellschafter kann sich (auf Gesellschafterversammlungen) von einer anderen Person vertreten lassen, die kein Gesellschafter sein muss und ein Geschäftsführer sein kann. Eine zu diesem Zweck gewährte Vollmacht kann schriftlich, per Telegramm, per Fernschreiben, per Fax oder E-Mail erteilt werden.

Art. 8. Sofern kraft Gesetz erforderlich oder, andernfalls, aufgrund einer Entscheidung des Geschäftsführers oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, des Rates der Geschäftsführung, werden die jährlichen Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft gemäß luxemburgischem Recht am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder einem anderen, in der Einladung zur Versammlung genannten Ort abgehalten. Solche jährlichen Gesellschafterversammlungen können im Ausland abgehalten werden, wenn der Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung dies aufgrund des Vorliegens außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält.

Der Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung kann weitere Gesellschafterversammlungen einberufen, die an den in den jeweiligen Einladungen genannten Orten und zu den darin ebenfalls genannten Zeiten abgehalten werden.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung gelten im Hinblick auf die Fristen für Einladungen zu Gesellschafterversammlungen und deren Beschlussfähigkeit die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung sind auf einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung zu fassende Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenden und sich an der jeweiligen Abstimmung beteiligenden Gesellschafter zu fassen.

Die jährlichen Gesellschafterversammlungen sind vom Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung durch Versendung von Einladungen einzuberufen, die die Tagesordnung enthalten und die gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zu veröffentlichen sind.

Der Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung wird die Tagesordnung erstellen, es sei denn, eine Versammlung findet auf schriftliches Verlangen der Gesellschafter gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen statt; in einem solchen Fall kann der Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung eine weitere Tagesordnung erstellen.

Sofern bei einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann eine Versammlung ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Angelegenheiten, die von einer Gesellschafterversammlung behandelt werden, sind auf die in der Tagesordnung genannten Punkte zu beschränken, wobei alle gesetzlich vorgeschriebenen und mit diesen zusammenhängende Punkte zu behandeln sind, es sei denn, alle Gesellschafter einigen sich auf eine andere Tagesordnung. Sofern die Bestellung von Geschäftsführern oder eines Abschlussprüfers auf der Tagesordnung steht, sind die Namen der zur Wahl stehenden Geschäftsführer oder Abschlussprüfer in die Tagesordnung aufzunehmen.

Abschnitt IV. Verwaltung

Art. 9. Die Geschäfte der Gesellschaft werden von einem oder mehreren Geschäftsführern geführt. Sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, bilden sie einen Rat der Geschäftsführung.

Der Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

Der Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung für einen von dieser bestimmten Zeitraum gewählt, bis ihre Nachfolger gewählt sind und ihr Amt übernehmen. Nach Ablauf seiner Amtszeit kann sich ein Geschäftsführer wieder zur Wahl stellen.

Der Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführer können jederzeit von der Gesellschafterversammlung mit oder ohne die Angabe von Gründen ihres Amtes enthoben werden.

Art. 10. Der Rat der Geschäftsführung ernennt aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft. Sofern der Vorsitzende bei einer Versammlung abwesend oder nicht handlungsfähig ist, können die Geschäftsführer aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden für die Zwecke der jeweiligen Versammlung ernennen.

Der Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung, der Rat der Geschäftsführung kann einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer sein muss und für die Führung des Protokolls von Versammlungen des Rates der Geschäftsführung und von Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Der Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung, der Rat der Geschäftsführung kann jeweils Bevollmächtigte („Officers“) der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Managing Directors, eines General Managers, eines Assistant Managers oder sonstiger Bevollmächtigte, die im Hinblick auf den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft für erforderlich gehalten werden. Bevollmächtigte müssen keine Geschäftsführer,

oder Gesellschafter der Gesellschaft sein. Die ernannten Bevollmächtigte haben die ihnen von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

Der Rat der Geschäftsführung versammelt sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der jeweiligen Einladung genannten Ort.

Sämtlichen Geschäftsführern ist mindestens acht (8) Geschäftstage vor Beginn einer solchen Versammlung eine schriftliche Einladung zusammen mit einer Tagesordnung zu übermitteln, in der sämtliche Geschäftsordnungspunkte aufgeführt sind. Von dieser Frist kann in dringenden Ausnahmefällen abgewichen werden, in denen die näheren Umstände in der Einladung auszuführen sind. Auf eine Einladung kann verzichtet werden, sofern sämtliche Geschäftsführer einer solchen Verfahrensweise schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zustimmen.

Für einzelne Versammlungen, deren Zeit und Ort vorab durch Gesellschafterbeschluss festgelegt worden sind, ist keine weitere Einladung erforderlich.

Geschäftsführer können sich bei Versammlungen des Rates der Geschäftsführung vertreten lassen, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zu ihrem Vertreter ernennen.

Geschäftsführer, die an einem Versammlungsort nicht physisch anwesend sind, können an einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung per Konferenzschaltung oder auf einem ähnlichen Kommunikationsweg teilnehmen, wobei sich alle Teilnehmer einer solchen Versammlung gegenseitig hören können müssen, und eine Teilnahme an einer solchen Versammlung kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Eine Versammlung der Geschäftsführer der Gesellschaft kann nur wirksam beraten und handeln, wenn mindestens zwei Geschäftsführer bei einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung anwesend oder vertreten sind.

Beschlüsse sind mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu fassen. Im Fall eines Patts hat der Vorsitzende die entscheidende Stimme.

Von sämtlichen Geschäftsführern unterzeichnete Beschlüsse sind genauso gültig und wirksam wie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasste Beschlüsse. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen eines Beschlusses gezeichnet sein und können per Brief, Telegramm, Fax oder E-Mail erfolgen.

Das Protokoll von Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft ist von dem Vorsitzenden oder, sofern dieser abwesend ist, von dem stellvertretenden, nur für die jeweilige Versammlung ernannten Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Kopien von oder Auszüge aus solchen Protokollen, die gegebenenfalls in Gerichtsverfahren oder bei anderen Gelegenheiten vorgelegt werden, sind von dem Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einem Geschäftsführer gemeinsam mit dem Sekretär oder dem stellvertretenden Sekretär zu unterzeichnen.

Art. 11. Der Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung ist befugt, die Richtung und Art der Geschäftsführung und der Geschäfte der Gesellschaft festzulegen.

Der Geschäftsführer bzw. der Rat der Geschäftsführung ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um sämtliche im Interesse der Gesellschaft stehenden Verwaltungshandlungen und -verfügungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung ausdrücklich der jährlichen Gesellschafterversammlung zugewiesen sind, werden vom Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung ausgeübt.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers verpflichtet oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, durch die alleinige Unterschrift von eines Geschäftsführers der Gesellschaft, oder durch die gemeinsame Unterschrift einer Person oder mehrerer Personen, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch den Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, durch den Rat der Geschäftsführung übertragen worden ist, zusammen mit mindestens einem Geschäftsführer.

Art. 13. Der Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung, kann seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäfte der Gesellschaft, einschließlich des Rechts, für die Gesellschaft zu zeichnen, sowie seine Befugnisse, Handlungen zur Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszwecks vorzunehmen, an Bevollmächtigte der Gesellschaft oder andere Personen übertragen, die wiederum berechtigt sind, Untervollmachten zu erteilen, sofern sie vom Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung, hierzu ermächtigt worden sind.

Art. 14. Verträge oder andere Transaktionen der Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen bleiben unberührt und werden nicht unwirksam, wenn einer oder mehrere der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft aufgrund persönlicher Beziehungen ein Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen hat oder haben oder dort Geschäftsführer oder Bevollmächtigter oder Mitarbeiter ist oder sind.

Falls ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft möglicherweise aus anderen Gründen als aufgrund des Umstands, dass er Geschäftsführer, Bevollmächtigter, Mitarbeiter oder Inhaber von Wertpapieren oder sonstigen Beteiligungen des anderen Unternehmens ist, ein persönliches Interesse an einem Vertrag oder einer Transaktion der Gesellschaft hat, wird der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte den Rat der Geschäftsführung von diesem persönlichen

Interesse in Kenntnis setzen und von einer Beteiligung an Beschlussfassungen hinsichtlich eines solchen Vertrags oder einer solchen Transaktion absehen. Die jeweils nächste Gesellschafterversammlung ist von einem solchen Vertrag oder einer solchen Transaktion und dem persönlichen Interesse des betreffenden Geschäftsführers oder Bevollmächtigten zu unterrichten.

Art. 15. Die Gesellschaft kann einen Geschäftsführer oder Bevollmächtigter, seine Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Kosten schadlos halten, die diesem oder diesen in Zusammenhang mit einem Anspruch, einer Klage oder einem Verfahren entstanden sind, die möglicherweise auf der jetzigen oder früheren Tätigkeit des Betroffenen als Geschäftsführer oder Bevollmächtigter für die Gesellschaft oder für eine andere Gesellschaft beruhen, sofern dies verlangt wird, deren Gesellschafter oder Gläubiger die Gesellschaft ist, wenn der Betroffene insoweit keinen anderen Schadloshaltungsanspruch hat; dies gilt nicht, wenn der Geschäftsführer oder Bevollmächtigter wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird; wird ein Vergleich geschlossen, erfolgt die Schadloshaltung nur bezüglich solcher vom Vergleich erfassten Punkte, bezüglich derer - laut Auskunft eines Rechtsberaters gegenüber der Gesellschaft - keine Pflichtverletzung der schadlos zu haltenden Person vorliegt. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere, dem Geschäftsführer oder Bevollmächtigten möglicherweise zustehende Rechte nicht aus.

Abschnitt V. Buchhaltung, Ausschüttung von Dividenden

Art. 16. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Von dem Jahresüberschuss der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die gesetzlich vorgeschriebenen Reserven eingestellt. Diese Zuführung von Geldern endet, sobald und solange die Reserven bei zehn Prozent (10 %) des Kapitals der Gesellschaft gemäß Artikel 5 dieser Satzung oder dem gegebenenfalls gemäß Artikel 5 dieser Satzung herauf- oder herabgesetzten Betrag liegen.

Die Gesellschafterversammlung beschließt jährlich über die Verwendung des Jahresüberschusses; sie kann ggf. Dividenden festsetzen oder den Rat der Geschäftsführung anweisen, dies zu tun.

Der Rat der Geschäftsführung kann im gesetzlich vorgesehenen Rahmen einstimmig die Ausschüttung von Interimdividenden beschließen.

Abschnitt VII. Auflösung, Liquidation

Art. 18. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Bei den Liquidatoren kann es sich um natürliche oder juristische Personen handeln, die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden, die über die Auflösung entscheidet und die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren bestimmt.

Abschnitt VIII. Änderungen

Art. 19. Diese Satzung kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung geändert werden, wenn diese beschlussfähig ist und die nach luxemburgischem Recht erforderlichen Mehrheiten erreicht werden.

Art. 20. Alle Fragen, die nicht in dieser Satzung geregelt sind, sind gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 und dem Gesetz vom 13. Februar 2007 zu beantworten.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Zahlung

Das Kapital der Gesellschaft wird folgendermaßen gezeichnet:

Die oben genannte ACRON Lux Invest S.à r.l. zeichnet hundert (100) Gesellschaftsanteile gegen Zahlung von zwölf-tausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), so dass nunmehr die Summe von zwölf-tausend fünf-hundert Euro (EUR 12.500,-) der Gesellschaft zur Verfügung steht.

Kosten

Die von der Gesellschaft infolge der Gründung der Gesellschaft zu tragenden Kosten belaufen sich auf eintausend-reihundert Euro (EUR 1.300,-).

Gesellschafterversammlung

Als Inhaber des gesamten gezeichneten Kapitals der Gesellschaft fasst die oben genannten Parteien in Ausübung der der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse die folgenden Beschlüsse:

1. Die folgenden Personen werden für unbestimmte Zeit, als Geschäftsführer bestellt:

- Herr Cristian Federico Canis, mit beruflicher Anschrift in 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

- Herr Ertan Isen, mit beruflicher Anschrift in Grafenberger Allee 295, D-40237 Düsseldorf, Deutschland.

2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten Personen die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Wunsch der vorstehend genannten Personen ist bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgeblich.

Daraufhin wurde der vorstehende Akt in Esch/Alzette zu dem oben genannten Datum notariell beurkundet.

Nachdem der Text dem Bevollmächtigten der Erschienenen vorgelesen wurde, dessen Vor- und Nachname, Status und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, wurde die vorliegende Urkunde im Original von dem Bevollmächtigten der Erschienenen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 09 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12023. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorff.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014152531/487.

(140174343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Octagone Luxembourg 7 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 130.903.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156116/11.

(140177273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 161.541.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of August.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the members (the "Members") of the company "Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office (siège social) at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, incorporated pursuant a deed of the undersigned notary on June 9th, 2011, published at the Memorial C n° 2050 on September 3rd, 2011,

registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 161.541 (the "Company").

The Meeting was presided by Maître Carmine REHO, residing professionally in Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appointed as Secretary Maître Delia NITESCU, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as Scrutineer Maître Romain VIARD, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I - The agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Consideration, and if thought fit, approval of the conversion of:

a) 86,275 (eighty six thousand two hundred and seventy-five) class I Corporate Units; and

b) 86,298 (eighty six thousand two hundred and ninety-eight) class J Corporate Units

currently held by Clyde Blowers Capital Fund III LP ("Fund III") into 21,571 (twenty one thousand five hundred and seventy one) classes A to G Corporate Units and 21,576 (twenty one thousand five hundred and seventy six) class H Corporate Units (the "Fund III Reallocation")

c) 49,314 (forty nine thousand three hundred and fourteen) class I Corporate Units; and

d) 49,317 (forty nine thousand three hundred and seventeen) class J Corporate Units;

currently held by Clyde Blowers Capital Storm Co-Investment LP (“Storm”) into 12,328 (twelve thousand three hundred and twenty eight) classes A to G Corporate Units and 12,335 (twelve thousand three hundred and thirty five) class H Corporate Units (the “Storm Reallocation”); and

e) 2,836 (two thousand eight hundred and thirty six) class I Corporate Units; and

f) 2,839 (two thousand eight hundred and thirty nine) class J Corporate Units;

currently held by Clyde Blowers Capital Storm Co-Invest (2013) LP (“Storm (2013)”) into 709 (seven hundred and nine) classes A to G Corporate Units and 712 (seven hundred and twelve) class H Corporate Units (the “Storm (2013) Reallocation” and together with the Funds III Reallocation and the Storm Reallocation, the “Reallocations”)

2. Consideration, and if thought fit, approval of the conversion of the existing (i) 173,033 (one hundred seventy three thousand and thirty three) classes A to G Corporate Units into 173,033 (one hundred seventy three thousand and thirty three) classes A1 to G1 Corporate Units and (ii) 173,048 (one hundred seventy three thousand and forty eight) class H Corporate Units into 173,048 (one hundred seventy three thousand and forty eight) class H1 Corporate Units, each Corporate Unit having a nominal value of one Euro (EUR 1) and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, and allocation of the same to the existing unitholders in proportion to their participation in the Company’s corporate capital;

3. Approval of Clyde Blowers Capital Storm Co-Invest (2014) LP being a limited partnership registered in Scotland with registered number SL17520 and having its principal place of business at 1 Redwood Crescent, Peel Park East Kilbride G74 5PA (“Storm (2014)”) as new member of the Company and waiver by the current unitholders of the Company of any preemption subscription rights in respect of the Corporate Units to be issued to, subscribed for and paid up by Storm (2014);

4. Increase of the corporate capital of the Company by contribution in cash and in kind so as to bring it from its present amount of one million three hundred and eighty four thousand two hundred and seventy nine Euros (EUR 1,384,279), to an amount of two million nine hundred seventy nine thousand six hundred seventeen Euros (EUR 2,979,617), represented by two million nine hundred seventy nine thousand six hundred seventeen (2,979,617) corporate units each having a nominal value of one Euro (EUR 1), by issuance of one million five hundred ninety five thousand three hundred thirty eight (1,595,338) new corporate units divided into 199,417 (one hundred and ninety nine thousand four hundred seventeen) classes A2 to G2 new Corporate Units and 199,419 (one hundred and ninety nine thousand four hundred nineteen) class H2 new Corporate Units each having a nominal value of one Euro (EUR 1) with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company and together with a share premium of EUR 23,706,719.26 (twenty three million seven hundred and six thousand seven hundred and nineteen Euros and twenty six cents);

5. Subscription and payment by Fund III of 182,213 (one hundred and eighty two thousand two hundred and thirteen) classes A2 to G2 new Corporate Units and 182,214 (one hundred and eighty two thousand two hundred and fourteen) class H2 new Corporate Units each having a EUR 1 (one Euro) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, in consideration for a contribution in cash amounting to EUR 1,817,142.88 (one million eight hundred seventeen thousand one hundred and forty two Euros and eighty eight cents) and a contribution in kind consisting of a claim held by Fund III against the Company for an aggregate amount of EUR 21,302,055 (twenty one million three hundred and two thousand and fifty five Euros), representing in aggregate a share premium amounting to twenty one million six hundred sixty one thousand four hundred and ninety two Euros and eighty eight cents (EUR 21,661,492.88);

6. Subscription and payment by Storm (2014) of 17,204 (seventeen thousand two hundred and four) classes A2 to G2 new Corporate Units and 17,205 (seventeen thousand two hundred and five) class H2 new Corporate Units each having a EUR 1 (one Euro) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company in consideration for a contribution in cash amounting to EUR 137,633 (one hundred and thirty seven thousand six hundred and thirty three Euros) together with a share premium amounting to two million forty five thousand two hundred and twenty six Euros and thirty eight cents (EUR 2,045,226.38);

7. Decision to amend and fully restate the articles of association of the Company to reflect the resolutions to be taken under items 1 to 5 of the present agenda;

8. Granting of authorization to any one manager of the Company to carry out any necessary action in relation to the resolutions to be taken on the basis of the present agenda including but not limited to the amendment of the unitholders’ register of the Company; and

9. Any other business.

II- The represented unitholders, the proxy of the represented unitholders and the number of their corporate units are shown on an attendance list, which, signed “ne varietur” by the proxyholder, the members of the bureau of the Meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authority.

Proxies given by the represented unitholders, after having been initialed “ne varietur” by the proxyholder, the members of the bureau of the Meeting and by the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

III- It appears from the attendance list that the entire corporate capital of the Company is represented at the present Meeting. The entire corporate capital is represented at the Meeting, the unitholders waive the convening themselves to

be duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been made available before the Meeting. Subsequently, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

The Members of the Company moved to the following resolutions unanimously:

First resolution

The existing Members of the Company as the date of the present Meeting decide to approve the Reallocations.

Second resolution

The existing Members of the Company as the date of the present Meeting decide to approve the conversion of the existing:

(i) 173,033 (one hundred seventy three thousand and thirty three) classes A to G Corporate Units into 173,033 (one hundred seventy three thousand and thirty three classes A1 to G1 Corporate Units, and

(ii) 173,048 (one hundred seventy three thousand and forty eight) class H Corporate Units into 173,048 (one hundred seventy three thousand and forty eight) class H1 Corporate Units,

each Corporate Unit with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, and allocation of the same to the existing unitholders in proportion to their participation in the Company's corporate capital.

Third resolution

The existing Members of the Company as the date of the present Meeting decide to approve "Storm (2014)" as new member of the Company, the current unitholders have waived any preemption subscription rights in respect to the Corporate Units to be issued by the Company and subscribed for and paid up by "Storm (2014)".

Fourth resolution

The Members decide to increase the corporate capital of the Company by contribution in cash and in kind so as to bring it from its present amount of one million three hundred eighty four thousand two hundred and seventy nine Euros (EUR 1,384,279.-) to an amount of two million nine hundred seventy nine thousand six hundred seventeen Euros (EUR 2,979,617.-) represented by two million nine hundred seventy nine thousand six hundred seventeen (2,979,617) corporate units each having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) by issuance of one million five hundred ninety five thousand three hundred thirty eight (1,595,338) new corporate units divided into 199,417 (one hundred and ninety nine thousand four hundred seventeen) classes A2 to G2 new Corporate Units and 199,419 (one hundred and ninety nine thousand four hundred nineteen) class H2 new Corporate Units each having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company and together with a share premium of EUR 23,706,719.26.- (twenty three million seven hundred six thousand seven hundred nineteen Euros and twenty six cents).

Subscription

All the new coporates units have been subscribed as follows:

1. Subscription by "Fund III", prenamed:

Then intervenes Maître Carmine REHO, prenamed, acting in his capacity as duly appointed attorney of "Fund III", prenamed, of by virtue of the above mentioned power of attorney, who declared to subscribe in the name and on behalf of "Fund III", prenamed:

- 1,457,705 (one million four hundred fifty seven thousand seven hundred and five) new Corporate Units divided into (i) 182,213 (one hundred eighty-two thousand two hundred and thirteen) classes A2 to G2 Corporate Units, and

- (ii) 182,214 (one hundred eighty-two thousand two hundred and fourteen) class H2 Corporate Units each having a EUR 1.- (one Euro) nominal value

with such rights and obligations as set out in the Company's articles of association with such rights and obligations as set out in the Company's articles of association.

2. Subscription by "Storm (2014)", prenamed:

Then intervenes Maître Carmine REHO, prenamed, acting in his capacity as duly appointed attorney of "Storm (2014)", prenamed, by virtue a proxy given under private seal on August 18, 2014, such proxy, after initialed "ne varietur" by the appearing person and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, who declared to subscribe in the name and on behalf of "Storm (2014)", prenamed:

- 17,204 (seventeen thousand two hundred and four) classes A2 to G2 Corporate Units, and

- 17,205 (seventeen thousand two hundred and five) class H2 Corporate Units,

each having a EUR 1.- (one Euro) nominal value with such rights and obligations as set out in the Company's articles of association.

Liberation

3. Liberation of the new Corporates Units subscribed by "Fund III", prenamed:

“Fund III”, prenamed, have been fully paid-up the aforesaid new Corporate Units by a mixed contribution so one million four hundred fifty-seven thousand seven hundred and five Euros (EUR 1,457,705.-) to the corporate capital account and twenty-one million six hundred sixty-one thousand four hundred ninety-two Euros and eighty-eight cents (EUR 21,661,492.88-) to the share premium account, hereinafter defined as the Total Contribution of “Fund III” and described as follows:

- Contribution in cash by an amount of one million eight hundred seventeen thousand one hundred forty two Euros and eighty-eight cents (EUR 1,817,142.88-), proof given to the undersigned notary who states it (the “Contribution in Cash of “Fund III””); and

- Contribution in kind consisting in a certain claim held by “Fund III”, prenamed, has against the Company (the “Contribution in Kind of “Fund III”,” together with the Contribution of Cash “Fund III” being defined as the “Total Contribution of “Fund III”). The Contribution in Kind of “Fund III” is officially recorded as a total contribution in the amount of twenty-one million three hundred two thousand and fifty-five Euros (EUR 21,302,055.-).

“Fund III”, prenamed, declares it still remains no restriction on the free transfer of the Contribution in Kind of “Fund III”, prenamed, to the Company and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities required to make a valid transfer of the Contribution in Kind of “Fund III” to the Company.

“Fund III”, prenamed, said a report has been established by the board of managers of the Company, in which the made Total Contribution of “Fund III” is described and evaluated (the “Report”).

The copy of the Report dated August 29th, 2014 will remain attached to this deed to be subject to the formalities of registration, after being initialed “ne varietur” by the appearing parties and the undersigned notary.

Thereupon, the Members resolve to accept such subscription and payment and to issue and allot the Corporate Units above listed “Fund III”, prenamed.

4. Liberation of the new Corporate Units by “Storm (2014)”, prenamed:

“Storm (2014)”, prenamed, have been fully paid-up the aforesaid Corporate Units by contribution in cash, so the amount of two million one hundred eighty-two thousand eight hundred fifty-nine Euros and thirty-eight Cents (EUR 2,182,859.38-) is at the disposal at the Company, including one hundred and thirty seven thousand six hundred and thirty three Euros (EUR 137,633-) to the corporate capital account and two million forty five thousand two hundred twenty six Euros and thirty eight cents (EUR 2,045,226.38-) to the share premium account, proof given to the undersigned notary who states it.

Thereupon, the Members decide to accept such subscription and the payment up and to issue and allocate the above listed corporate units to “Storm (2014)”, prenamed.

Fifth resolution

The Members resolve to amend and fully restate the articles of association of the Company, as follows:

“Title I. Form - Name - Duration - Registered Office - Corporate Object

Art. 1. There is hereby formed a private limited liability company, “société à responsabilité limitée”, under the name of Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which will be governed by Luxembourg laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (the “Law”) and by the present articles of association.

Art. 2. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. The registered office of the Company is established in the Municipality of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members and to any other place in Luxembourg- City by means of a resolution of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

If political, economical or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, as determined by the management of the Company, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office will remain a Luxembourg Company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 4. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the holding of units in Luxembourg or foreign property unit trusts, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, units, bonds and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may borrow and proceed to the issue of bonds, preferred equity certificates, loan notes and debentures, convertible or non-convertible, within the limits of the Law. The Company may grant any assistance, loan, advance, or

guarantee to or in favour of the companies, trusts or enterprises in which it has a direct or indirect participating interest, or to companies being part of the same group of companies as the Company.

As an object of the Company and as a pursuit in itself or otherwise, and whether for the purpose of making a profit or avoiding a loss or for any other purpose whatsoever, either with or without the Company receiving any consideration or benefit, to engage in currency and interest rate transactions and any other financial or other transactions of whatever nature, including any transaction for the purposes of, or capable of being for the purposes of, avoiding, reducing, minimizing, hedging against or otherwise managing the risk of any loss, cost, expense or liability arising, or which may arise, directly or indirectly, from a change or changes in any interest rate or currency exchange rate or in the price or value of any property, asset, commodity, index or liability or from any other risk or factor affecting the Company's business, including but not limited to dealings, whether involving purchases, sales or otherwise, in currency, spot and forward exchange rate contracts, forward rate agreements, caps, floors and collars, futures, options, swaps, and any other currency interest rate and other hedging arrangements and such other instruments as are similar to, or derivatives of, any of the foregoing.

The Company may carry on all of the said businesses or any one or more of them as a distinct or separate business or as the principal business of the Company, to carry on any other business manufacturing or otherwise which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any one of the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render more profitable any of the Company's property or rights.

The Company may in addition establish, manage, develop, dispose and grant licenses of a portfolio of intellectual properties rights of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option intellectual properties rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange, license or otherwise, and to grant to companies in which the Company has a participation and/or affiliates, any assistance, loans, advances, licenses or guarantees.

The Company may act as manager, consultant, supervisor and agent of other companies or undertakings, and to provide for such companies or undertakings, managerial, advisory, technical, purchasing, selling and other services, and to enter into such agreements as are necessary or advisable in connection with the foregoing.

In general, the company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Title II. Capital - Units

Art. 5. Corporate Capital. The subscribed corporate capital is set at two million nine hundred and seventy nine thousand and six hundred and seventeen Euros (EUR 2,979,617-) represented by:

- 173,033 class A1 Corporate Units,
- 199,417 class A2 Corporate Units,
- 173,033 class B1 Corporate Units,
- 199,417 class B2 Corporate Units,
- 173,033 class C1 Corporate Units,
- 199,417 class C2 Corporate Units,
- 173,033 class D1 Corporate Units,
- 199,417 class D2 Corporate Units,
- 173,033 class E1 Corporate Units,
- 199,417 class E2 Corporate Units,
- 173,033 class F1 Corporate Units,
- 199,417 class F2 Corporate Units,
- 173,033 class G1 Corporate Units,
- 199,417 class G2 Corporate Units,
- 173,048 class H1 Corporate Units,
- 199,419 class H2 Corporate Units,
- 0 class I1 Corporate Units,
- 0 class I2 Corporate Units,
- 0 class J1 Corporate Units, and
- 0 class J2 Corporate Units,

each Corporate Unit having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) and with such rights and obligations as set out in the present articles of association.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Unitholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association. In the case of a capital increase or reduction, the Corporate Units shall be issued to each holder of Corporate Units or otherwise reduce the holdings of each holder of Corporate Units only on a proportionate basis.

The authorized capital is fixed at five million Euros (EUR 5,000,000.-) to be divided into corporate units with a par value One Euro (EUR 1.-) each.

The board of managers is authorized and empowered during a period ending 5 years after the publication date of the amended and restated articles of association in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, to realize any increase of the capital within the limits of the authorized capital in one or several times. In such case the Corporate Units shall be issued to each holder of Corporate Units only on a proportionate basis.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the manager(s) may determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the Corporate Units to be subscribed and issued, such as to determine the time and the number of the Corporate Units to be subscribed and issued, to determine if the Corporate Units are to be subscribed with or without an issue premium (which for avoidance of doubt has to be allocated on a pro-rata basis to each alphabetical class of Corporate Units), to determine to what an extent the payment of the newly subscribed Corporate Units is acceptable either on cash or assets other than cash.

The board of managers may delegate to any duly authorized manager or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Corporate Units representing part or all of such increased amounts of capital.

Following each increase of the capital realized and duly stated in the form provided for by law, the first paragraph of this article will be modified so as to reflect the actual increase; such amendment will be recorded in authentic form by the manager(s) or by any person duly authorized and empowered by it for this purpose.

In case the Company proposes to increase its capital by issuing new Corporate Units (the "Pre-emptive Units"), each Unitholder (as of the date of dispatch for the relevant Pre-emptive Notice, as defined below) shall have the right (the "Pre-emptive Right") to subscribe for an amount of each class of such new Corporate Units equal to such Unitholder's pro rata percentage (as of the date of dispatch for the relevant Pre-emptive Notice) of Corporate Units (as if the Corporate Units constituted one and the same class). The Pre-emptive Right shall be exercisable by each such Unitholder for the same price per new Corporate Unit and upon the same terms and conditions as per the Pre-emptive Units to be issued.

In connection with each issuance giving rise to the Pre-emptive Right, the Company shall deliver a written notice by registered mail to each Unitholder of the Company (a "Pre-emptive Notice"), specifying the price to be paid for the new units being issued, the number and class of new units for which the applicable Unitholder is entitled to subscribe pursuant to the previous paragraph above and the manner of payment for such new units. The Pre-emptive Notice shall be opened for acceptance for no fewer than ten (10) business days (the "Exercise Notice") following the date of dispatch thereof. Any acceptance of the offer set forth in the Pre-emptive Notice must be made by the applicable Unitholder in writing by indicating the maximum number of new units such Unitholder is willing to subscribe for, including in the case where other Unitholder(s) waive(s) his/their preferential subscription right (the "Offer Acceptance").

In the event that one or more Unitholders decline to accept the offer set forth in the Pre-emptive Notice, any residual new units which would have been allocated to such declining Unitholders had they elected to participate shall instead be offered to each accepting Unitholder on the basis of his respective pro rata participation in the pre-emptive issuance subject in each case to such accepting Unitholder's written consent to such reallocation of residual new units in the Offer Acceptance until all such residual new units have been so reallocated or such accepting Unitholders have declined further reallocations. At the expiration of the exercise period set forth under the Exercise Notice, the Company shall send a notice to each Unitholder having sent an Offer Acceptance to the Company indicating the exact number of new units to be subscribed by such Unitholder, the date of issuance of such new units and the amount, date of payment and other necessary details for the payment of the subscription price of such new units by such Unitholder.

The subscribed corporate capital may be changed at any time by decision of the single member or, as the case may be, by decision of the meeting of the members deliberating in the same manner provided for amendments to these articles of association.

The corporate capital of the Company may be reduced through a pro rata cancellation of Corporate Units of each holder including by the cancellation of one or more entire class of Corporate Units through the repurchase and cancellation of all the Corporate Units in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of any class of Corporate Units such cancellations and repurchases of Corporate Units shall be made in the reverse alphabetical order (starting with class J2 and J1 together).

In the event of a reduction of corporate capital through the repurchase and the cancellation of a class of Corporate Units (in the order provided in the above paragraph), such class of Corporate Units gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of Unitholders) and the holders of Corporate Units of the repurchased and cancelled class of Corporate Units shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Corporate Unit for each Corporate Unit of the relevant class held by them and cancelled.

The Cancellation Value per Corporate Unit shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Corporate Units in issue in the class of Corporate Units to be repurchased and cancelled.

The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the Board of Managers and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the class J2, J1, I2, I1,

H2, H1, G2, G1, F2, F1, E2, E1, D2, D1, C2, C1, B2, B1, A2 and A1 shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the General Meeting of Unitholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the Corporate Units of the relevant class, the Cancellation Value Corporate Unit will become due and payable by the Company.

For the purpose of this clause:

Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) minus any allocation made under article 16 of the articles of association to a particular class of Corporate Units, increased by (i) any freely distributable reserves and increased by (ii) as the case may be the amount of the corporate capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Corporate Units to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP+P+CR)-(L+LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves

CR = the amount of the corporate capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Corporate Units to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles:

- Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date; and
- Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Corporate Units.

Where the Company makes an allocation of Available Amount, the Unitholders shall receive this allocation, in the following priority order:

(i) first, each class of Corporate Units shall receive a percentage of the nominal value of the respective class of Corporate Units in decreasing order, namely 0.60 % for classes A1 and A2; 0.55% for classes B1 and B2; 0.50% for classes C1 and C2; 0.45% for classes D1 and D2; 0.40% for classes E1 and E2; 0.35% for classes F1 and F2; 0.30% for classes G1 and G2; 0.25% for classes H1 and H2; 0.20% for classes I1 and I2 and 0.15% for classes J1 and J2, respectively;

(ii) second, in respect of the class A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 an annual amount equal to 10% of their subscription price including any related premium, if any (the "Return"); the Return is to be compounded from the subscription date, shall accrue daily and shall be calculated assuming a 365 day year; where the Available Amount is not sufficient to enable the allocation of the Return, such shortfall in the allocation of the Return shall continue to accrue interest at 10% in respect of the period from the issue date up to (and including) the date of actual payment which interest shall be compounded annually for each subsequent calendar year (the "Shortfall Return") and such Shortfall Return shall be allocated equally across each class A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 and shall become part of the Return until the repurchase and/or cancellation of these class of Corporate Units; where the repurchase and cancellation of a class A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 are sufficient to enable the payment of the Return then no further Return shall be paid under this item (ii) in relation to any further distribution of the Available Amount;

(iii) third, to each Unit holder who held corporate units in respect of classes A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 an amount equal to their subscription price for such corporate units (including any classes of corporate units that have been subject to cancellation in relation to the aforementioned distributions) including any related premium, if any for such corporate units; and

(iv) the remaining amount out of the Available Amount further to the distribution made under items (i) up to (iii) above, shall be allocated to the Unitholders (except the Unitholders holding classes J1 and J2), pro rata to all classes of Corporate Units which they held as at the date of distribution plus any classes of corporate units that have been subject to cancellation in relation to the aforementioned distributions, as to ensure that all classes of the Corporate Units except classes J1 and J2 have received at the date of distribution an amount equal to a multiple of the their subscription price including any related premium for all corporate units subscribed for (including any classes of corporate units that have been subject to cancellation in relation to the aforementioned distributions); such multiple to be agreed by the General Meeting of Members (such amount being the "Hurdle");

(v) following the Unitholders referred under item (iv) above having received the Hurdle, then the remaining amount shall be allocated to the Unitholders pro rata to their participation (including any classes of corporate units that have been subject to cancellation in relation to the aforementioned distributions) irrespective of the classes of Corporate Units they hold at the date of distribution and it should include any amounts that have been subject to cancellation in relation to any aforementioned distribution.

For the avoidance of doubt:

Where any dividend, bonus or other distribution of capital, income or profit is declared, paid or made or any repurchase, redemption, repayment or return of share or loan capital (or any other relevant securities) is made (whether or not pursuant to the sale of all or substantially all of the business or assets of the Company), or where there is a sale of some or all of the Corporate Units in the Company, the proceeds of such dividend or sale, shall be distributed in accordance with this Article 5.

Subject to the fulfilment of any obligation under the Law, if any or all of the Corporate Units or securities representing the corporate capital is admitted or there is a grant of permission by any authority for the same to be admitted to or traded or quoted on any recognised investment exchange, the principles set out in (i) to (v) above shall be complied with in effecting such listing.

Art. 6. Transfer of Units. If the Company has at least two members, any transfer of Corporate Units is only valid between the members if there is obtained the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital. Except in the case of repurchase and cancellations in Article 5 or redemptions in Article 7, a Corporate Unit within each class may be transferred or pledged only in connection with the other classes of Corporate Units held by that transferor and to the same person as those other classes of Corporate Units are transferred or pledged. Subject to the same exception in Section 5 paragraph 9, in the case of a transfer of less than all of the Corporate Units of a holder, the holder shall transfer Corporate Units in each class that it owns on a proportionate basis.

Art. 7. Redemption of Units. The acquisition and disposal by the Company of Corporate Units held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of the general meeting of member(s) following the order described under the Article 5.

Art. 8. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

Art. 9. For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Company.

Title III. General Meeting of the Members

Art. 10. Power of the General Meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the activity of the Company.

Except as otherwise required by law, resolutions at a general meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the Company by a unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. Vote. Each Corporate Unit carries one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognise only one holder per Corporate Unit; in case a Corporate Unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Corporate Unit until one individual/entity has been appointed as the sole owner vis-à-vis the Company.

Title IV. Administration

Art. 12. Board of managers. The Company shall be managed by a Board of Managers. The Managers shall be not more than five (5) in number. The Managers may be dismissed at any time at the sole discretion of the General Meeting.

The majority of the members of the Board of Managers shall always be resident in Luxembourg. Any appointment of a Manager which would lead to a breach of these Articles shall be void.

The Board of Managers may delegate part of its powers to one or more of its members. It may further appoint proxies for specific transactions and revoke such appointments at any time.

The Board of Managers may elect a chairman from among the Managers. The chairman will not have a second or casting vote. It may further choose a secretary, either Manager or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers. The chairman or an ad hoc chairman appointed in the course of the meeting will preside at all General Meetings and all meetings of the Board of Managers. In his absence, the General Meeting or, as the case may be, the Board of Managers will appoint another person from among the Managers as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

Meetings of the Board of Managers may be convened by the chairman or by any other two members of the Board of Managers. The Managers will be convened separately to each meeting of the Board of Managers.

The Managers shall be given at least 10 Business Days prior notice of Board meetings together with a written agenda and all papers relevant for the consideration by the Board of the matters on that agenda save where, because of the urgent nature of the matter in question it is in the best interests of the Company for a meeting to take place on such shorter notice as is reasonable. No business shall be transacted at any meeting of the Board except that specified in the agenda for such meeting unless the Managers are present and agree to the transaction of such other business.

There will be at least four Board meetings of the Company during the Company's financial year.

Meetings of the Board of Managers shall be held at the place, the day and the hour specified in the convening notice, provided that all meetings shall be held in Luxembourg.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex or by e-mail of each Manager addressed to all other members of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers. Any meeting held outside Luxembourg shall be void.

Any Manager or his proxy may validly participate in a meeting of the Board by conference telephone or other form of communication equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. Such means shall satisfy technical characteristics which ensure an effective participation in the meeting of the Board whose deliberations shall be online without interruption. A person so participating shall be deemed to be present in person at the meeting and shall accordingly be counted in a quorum and be entitled to vote.

A Manager who is not resident in the UK for UK tax purposes may not appoint a person who is resident in the UK for UK tax purposes as his proxy.

A Manager, other than a Manager who is resident in the UK for UK tax purposes, may be appointed as a proxy to represent one or more of his colleagues, under the condition however that at least two Managers are present at the meeting.

No Manager may participate by conference telephone or other form of communication equipment if that Manager is physically present in the UK and any meeting where one or more Managers is physically present in the UK shall not be duly convened and any decision taken at any such meeting shall be void. A conference call where the majority of the participants are physically present in Luxembourg shall be deemed to be held in Luxembourg.

The Board of Managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented by a proxy appointed under these articles.

Subject to the provisions of these articles of association, all decisions at a meeting of the Board of Managers shall be taken by the majority of those Managers present or represented and voting.

Art. 13. Minutes of the Meetings. The decisions of the Board of Managers will be recorded in minutes and signed by the chairman or by any two other Managers or by the members of the meeting's board ("bureau"). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two other Managers.

No actions under these articles of association may be completed in the UK nor may minutes of meetings of the Board of Managers be prepared in the UK.

Art. 14. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law or the present articles to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any person or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be manager, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 15. Representation. Towards third parties the Company is validly bound by the sole signature of any manager or by the single signature of the sole manager, or by single signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

Art. 16. Profits, Reserves and Dividends. Each year, out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued corporate capital of the Company. The balance may be distributed to the Unitholders upon decision of a general meeting of Unitholders in accordance with the provisions set forth hereafter.

The Unitholders may decide to declare and pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting

year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law, in accordance with the provisions set forth hereafter.

The share premium account, (which for avoidance of doubt has to be allocated on a pro-rata basis to each alphabetical class of Corporate Units) may be distributed to the Unitholders upon decision of a general meeting of Unitholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of Unitholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the Board of Managers and may be paid at such places and times as may be determined by the manager or as the case may be the board of managers. The Board of Managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Corporate Unit during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Corporate Unit, shall be forfeited by the holder of such Corporate Unit, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of the Corporate Units.

Art. 17. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first.

Title V. Winding up - Dissolution

Art. 18. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members resolving such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the Unitholders in conformity with Article 5.

Art. 19. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.”

Sixth resolution

The Members authorize any one manager of the Company to carry out any necessary action in relation to the above taken resolutions including but not limited to the amendment of the unitholders' register of the Company.

The Meeting was declared closed as there was no further business.

Costs

The amount of expenses, costs, remuneration and charges to be paid by the Company as a result of the present stated deed is estimated at six thousand eight hundred Euros (EUR 6,800.-).

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, stated that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mil quatorze, le vingt-neuf août.

Par-devant nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des associées (les «Associées») de la société «Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 9 juin 2011, publié au Mémorial C n° 2050 le 3 septembre 2011,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 161.541 (la «Société»).

L'Assemblée fut présidée par Maître Carmine REHO, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Président»).

Le Président désigna comme Secrétaire Maître Delia NITESCU, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée désigna comme Scrutateur Maître Romain VIARD, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Bureau ainsi constitué, le Président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I - L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Examen et, s'il est jugé approprié, approbation de la conversion de:

a) 86.275 (quatre-vingt-six mille deux cents soixante-quinze) Parts Sociales de classe I; et

b) 86.298 (quatre-vingt-six mille deux cents quatre-vingt-dix-huit) Parts Sociales de classe J actuellement détenues par Clyde Blowers Capital Fund III LP («Fonds III») en 21.571 (vingt et un mille cinq cents soixante et onze) Parts Sociales de classes A à G et 21.576 (vingt et un mille cinq cents soixante-seize) Parts Sociales de classe H (la «Réaffectation Fonds III»)

c) 49.314 (quarante-neuf mille trois cents quatorze) Parts Sociales de classe I; et

d) 49.317 (quarante-neuf mille trois cents dix-sept) Parts Sociales de classe J;

actuellement détenues par by Clyde Blowers Capital Storm Co-Investment LP (“Storm”) en 12.328 (douze mille trois cents vingt-huit) Parts Sociales de classes A à G et 12.335 (douze mille trois cents trente cinq) Parts Sociales de classe H (la “Réaffectation Storm”); et

e) 2.836 (deux mille huit cents trente six) Parts Sociales de classe I; et

f) 2.839 (deux mille huit cents trente neuf) Parts Sociales de classe J;

actuellement détenues par Clyde Blowers Capital Storm Co-Invest (2013) LP (“Storm (2013)”) en 709 (sept cents neuf) Parts Sociales de classes A à G et 712 (sept cents douze) Parts Sociales de classe H (la “Storm (2013) Réaffectation” et ensemble avec la Réaffectation Fonds III et la Réaffectation Storm, les «Réaffectations»);

2. Examen, et s’il est jugé approprié, approbation de la conversion des (i) 173.033 (cent soixante-treize mille trente trois) Parts Sociales existantes de classes A à G en 173.033 (cent soixante-treize mille trente trois) Parts Sociales de classes A1 à G1 et (ii) 31 173.048 (cent soixante-treize mille quarante-huit) Parts Sociales de classe H en 173.048 (cent soixante-treize mille quarante-huit) Parts Sociales de classe H1, chaque Part Sociale ayant une valeur nominale d’un Euro (1 EUR) et avec les droits et obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, et l’affectation desdites parts sociales aux associés existants en proportion de leur participation dans le capital social de la Société;

3. Approbation de Clyde Blowers Capital Storm Co-Invest (2014) LP étant une société à responsabilité limitée enregistrée en Écosse sous le numéro SL17520 et ayant son établissement principal au 1 Redwood Crescent, Peel Park, East Kilbride G74 5PA (Storm (2014)) comme nouvelle associée de la Société et renonciation par les associés actuels de la Société de tout droit préférentiel de souscription en rapport avec les Parts Sociales devant être émises, souscrites et payées par Storm (2014);

4. Augmentation du capital social de la Société par des apports en numéraire et en nature de telle manière à le faire passer de son montant actuel d’un million trois cents quatre-vingts-quatre mille deux cents soixante-dix neuf euros (1.384.279 EUR) à un montant de deux millions neuf cent soixante-dix-neuf mille six cents dix-sept euros (2.979.617 EUR), représenté par deux millions neuf cent soixante-dix-neuf mille six cents dix-sept (2.979.617) parts sociales ayant chacune une valeur nominale d’un Euro (1 EUR), suite à l’émission d’un million cinq cents quatre-vingts-quinze mille trois cents trente-huit nouvelles parts sociales (1.595.338) divisées en 199.417 (cent quatre-vingts-dix-neuf mille quatre cents dix-sept) nouvelles parts sociales de classes A2 à G2 et 199.419 (cent quatre-vingts-dix-neuf mille quatre cents dix-neuf) nouvelles parts sociales de classe H2 ayant chacune une valeur nominale d’un euro (1 EUR) avec les droits et obligations tels que mentionnés dans les statuts de la 32 Société et ensemble avec une prime d’émission de 23.706.719,26 EUR (vingt-trois millions sept cents six mille sept cents dix-neuf euros et vingt-six cents);

5. Souscription et paiement par Fonds III des 182.213 (cent quatre-vingts deux mille deux cents treize) nouvelles Parts Sociales de classes A2 à G2 et 182.214 (cent quatre-vingts deux mille deux cents quatorze) nouvelles Parts Sociales de classe H2 ayant chacune une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) et avec les droits et obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, en échange d’un apport en numéraire s’élevant à 1.817.142,88 EUR (un million huit cent dix-sept mille cent quarante-deux euros et quatre-vingts-huit cents) et un apport en nature étant une créance détenue par Fonds III sur la Société d’un montant total de 21.302.055 EUR (vingt et un millions trois cents deux mille cinquante-cinq euros), représentant au total une prime d’émission s’élevant à vingt-et-un million six cents soixante et un mille quatre cents quatre-vingts-douze euros et quatre-vingts-huit cents (21.661.492,88 EUR);

6. Souscription et paiement par Storm (2014) de 17.204 (dix-sept mille deux cents quatre) nouvelles Parts Sociales de classes A2 à G2 et 17.205 (dix-sept mille deux cents cinq) nouvelles Parts sociales de classe H2 ayant chacune une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) et avec les droits et obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société en échange d’un apport en numéraire s’élevant à 137.633 EUR (cent trente-sept mille six cents trente-trois euros) ensemble avec une prime d’émission s’élevant à deux millions quarante-cinq mille deux cents vingt-six euros et trente-huit cents (2.045.226,38 EUR);

7. Décision de modifier et de complètement refondre les statuts de la Société afin de refléter les résolutions devant être prises sous les points 1 à 5 du présent ordre du jour;

8. Autorisation donnée à tout dirigeant de la Société d’effectuer toute action nécessaire en relation avec les résolutions devant être prises sur la base du présent ordre du jour incluant mais non limitée à la modification du registre des associés de la Société; et

9. Tout autre point.

II- Que les associés représentés, le mandataire des associés représentés, ainsi que le nombre des parts sociales qu’ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire des associées représentées ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumises avec lui à la formalité de l’enregistrement.

Les procurations des associées représentées, signées "ne varietur" par le mandataire des associées représentées, par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, resteront également annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III- L'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée, les associées représentées se reconnaissant dûment convoqués et déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations. Cette assemblée, réunissant l'intégralité du capital social de la Société, est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Le Président soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associées existant à la date de la présente Assemblée décident d'approuver les Réaffectations.

Deuxième résolution

Les Associées existant à la date de la présente Assemblée décident d'approuver la conversion de:

(i) 173.033 (cent soixante-treize mille trente-trois) Parts Sociales de classes A à G en 173.033 (cent soixante-treize mille trente-trois) Parts Sociales de classes A1 à G1, et

(ii) 173.048 (cent soixante-treize mille quarante-huit) parts sociales de classe H en 173.048 (cent soixante-treize mille quarante-huit) Parts Sociales de classe H1,

chaque Part Sociale ayant une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) et avec les droits et obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, et l'affectation desdites parts sociales aux associés existants en proportion de leur participation dans le capital social de la Société.

Troisième résolution

Les Associées existant à la date de la présente Assemblée décident d'approuver «Storm (2014)» comme nouvelle associée de la Société, les Associées actuelles ayant renoncé à tout droit préférentiel de souscription en rapport avec les parts sociales devant être émises, souscrites et payées par «Storm (2014)».

Quatrième résolution

Les Associées décident d'augmenter le capital social de la Société moyennant apports en numéraire et en nature de telle manière à le faire passer de son montant actuel d'un million trois cent quatre-vingt-quatre mille deux cent soixante-dix-neuf euros (1.384.279,- EUR) à un montant de deux millions neuf cent soixante-dix-neuf mille six cent dix-sept euros (2.979.617,- EUR), représenté par deux millions neuf cent soixante-dix-neuf mille six cent dix-sept (2.979.617) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR), suite à l'émission d'un million cinq cent quatre-vingt-quinze mille trois cent trente-huit nouvelles parts sociales (1.595.338) divisées en 199.417 (cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent dix-sept) nouvelles Parts Sociales de classes A2 à G2 et 199.419 (cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent dix-neuf) nouvelles Parts Sociales de classe H2 ayant chacune une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) avec les droits et obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société et ensemble avec une prime d'émission de vingt-trois millions sept cent six mille sept cent dix-neuf euros et vingt-six cents (23.706.719,26- EUR).

Souscription

Les Parts Sociales nouvellement émises ont toutes été souscrites comme suit:

1. Souscription par «Fonds III», prénommée:

Intervient ensuite Maître Carmine REHO, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire dûment désigné de «Fonds III», prénommée, en vertu d'une procuration susmentionnée, qui déclara souscrire au nom et pour le compte de «Fonds III», prénommée:

- 1.457.705 (un million quatre cent cinquante-sept mille sept cent cinq) nouvelles parts sociales divisées en (i) 182.213 (cent quatre-vingt deux mille deux cent treize) Parts Sociales de classes A2 à G2, et

- (ii) 182.214 (cent quatre-vingt deux mille deux cent quatorze) Parts Sociales de classe H2

ayant chacune une valeur nominale de un euro (1,- EUR) et avec les droits et obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société.

2. Souscription par «Storm (2014)», prénommée:

Intervient ensuite Maître Carmine REHO, prénommé, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 18 août 2014, laquelle, après avoir été paraphée «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement, qui déclara souscrire au nom et pour le compte de «Storm (2014)», prénommée.:

- 17.204 (dix-sept mille deux cent quatre) Parts Sociales de classes A2 à G2, et

- 17.205 (dix-sept mille deux cent cinq) Parts Sociales de classe H2,

ayant chacune une valeur nominale de un Euro (1,- EUR) avec les droits et obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société.

Libération

3. Libération des Parts Sociales nouvelles souscrites par «Fonds III», prénommée:

«Fonds III», prénommée, a libéré les prédites Parts Sociales souscrites ci-dessus moyennant apport mixte dont un million quatre cents cinquante-sept mille sept cents cinq euros (1.457.705,- EUR) pour le compte capital social et vingt-et-un million six cents soixante et un mille quatre cents quatre-vingts douze euros et quatre-vingt-huit cents (21.661.492,88,- EUR) pour le compte prime d'émission, défini ci-après comme l'Apport Total de «Fonds III» et décrit comme suit:

- Apport en numéraire d'un montant d'un million huit cent dix-sept mille cinq cents quarante-deux euros et quatre-vingts-huit cents (1.817.142,88,- EUR), ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate (l'«Apport en Numéraire de «Fonds III»»); et

- Apport en nature consistant dans une créance certaine que «Fonds III», prénommée, a contre la Société («l'Apport en Nature de «Fonds III»» ensemble avec l'Apport en Numéraire de «Fonds III» étant définis comme étant l'«Apport Total de «Fonds III»»). L'Apport en Nature de «Fonds III» est acté comme représentant un apport total d'un montant de vingt-et-un millions trois cent deux mille cinquante-cinq euros (21.302.055,-EUR). «Fonds III», prénommée, déclare encore qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de cet Apport en Nature de «Fonds III» à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport en Nature de «Fonds III» à la Société.

«Fonds III», prénommée, déclare qu'un rapport a été établi par le conseil de gérance de la Société, dans lequel l'Apport Total de «Fonds III» ainsi apporté est décrit et évalué (le «Rapport»).

La copie de ce Rapport daté du 29 août 2014 restera annexée au présent acte pour être soumis aux formalités de l'enregistrement, après avoir été paraphée «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

Sur ce, les Associées décident d'accepter ladite souscription et le paiement ainsi que d'émettre et d'attribuer les Parts Sociales ci-dessus énumérées à «Fonds III», prénommée.

4. Libération des Parts Sociales nouvelles souscrites par «Storm (2014)»:

«Storm (2014)», prénommée, a libéré les prédites Parts Sociales souscrites ci-dessus moyennant apport en numéraire, de sorte que le montant de deux millions cent quatre-vingt-deux mille huit cent cinquante-neuf euros et trente-huit cents (2.182.859,38,- EUR) est à la libre disposition de la Société, dont cent trente-sept mille six cents trente-trois euros (137.633,- EUR) pour le compte capital social et deux millions quarante-cinq mille deux cents vingt-six euros et trente-huit cents (2.045.226,38 EUR) pour le compte prime d'émission, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

Sur ce, les Associées décident d'accepter ladite souscription et le paiement ainsi que d'émettre et d'attribuer les Parts Sociales ci-dessus énumérées à «Storm (2014)», prénommée.

Cinquième résolution

Les Associées décident de refondre les statuts de la Société pour leur donner la teneur suivante:

«Titre I^{er} . Forme - Dénomination - Durée - Siège social - Objet social

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l. (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il peut être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des associés ou à tout autre endroit à l'intérieur de la commune de Luxembourg-Ville, par résolution du conseil de gérance de la Société.

Des succursales ou d'autres bureaux pourront être établis à Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du conseil de gérance.

Si des événements d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la facilité de communication entre ce siège et les personnes à l'étranger, telles que définis par la gérance de la Société, sont intervenus ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales;

ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social restera une société luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires de transfert du siège social seront prises et notifiées à toute partie intéressée par la gérance de la Société.

Art. 4. L'objet de la Société est la détention de participations, quelle qu'en soit la forme, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, la détention d'actions à Luxembourg ou à l'étranger, l'acquisition par achat, souscription ou

de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre d'actions, parts sociales, obligations et autres titres de toute nature, et l'acquisition, l'administration, le développement et gestion de son portefeuille.

La Société pourra contracter des prêts et procéder à l'émission d'obligations, de certificats d'actions privilégiés, de titres de créances et d'obligations, convertibles ou non convertibles, dans les limites de la Loi.

La Société pourra accorder assistance, prêt, avance ou garantie aux ou en faveur des sociétés, sociétés fiduciaires ou autres entreprises dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou aux sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société.

Comme objet de la Société et comme finalité en soi ou autrement, et que ce soit dans le but de réaliser un bénéfice ou d'éviter une perte ou pour quelque autre but que ce soit, que la Société obtienne ou non une rémunération ou un bénéfice, elle peut s'engager dans des transactions monétaires et de taux d'intérêt et dans d'autres transactions financières ou d'autres transactions de toute nature, y compris toute transaction, ayant pour objet ou, susceptible d'avoir pour objet, d'éviter, de réduire, de minimiser, de couvrir ou de gérer autrement le risque d'une perte, d'une charge, d'un coût ou d'une dette résultant, ou susceptible de résulter, directement ou indirectement, d'un ou de plusieurs changements de tout taux d'intérêt ou de change ou du prix ou de la valeur de toute propriété, actif, produit, indice ou dette ou de tout autre risque ou facteur affectant les affaires de la Société, y compris mais non limité à des opérations, impliquant ou non des acquisitions, cessions ou autres, en devises, contrats d'opérations au comptant et de cours des changes à terme, contrats de ventes à terme, caps, floors et collars, marchés à termes, options, swaps, et tous autres arrangements de taux d'intérêt de devise et de couverture et tous autres instruments similaires, ou dérivés de tout ce qui précède.

La Société peut exercer toutes ces activités, ou l'une ou plusieurs d'elles comme une activité distincte ou séparée de son activité principale ou comme son activité exercer toute autre activité industrielle ou autre qui pourrait apparaître appropriée à la Société au regard d'une ou des activités décrites ci-dessus ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur ou la profitabilité de tout droit ou actif de la Société.

En outre, la Société peut établir, gérer, développer, disposer et accorder des licences en relation avec un portefeuille de droits de propriété intellectuelle quelle qu'en soit l'origine, acquérir, par le biais d'investissement, souscription, ou option des droits de propriété intellectuelle, pour en disposer par voie de vente, transfert, échange, licence ou autre moyens, et accorder aux sociétés dans lesquelles la Société détient des participations et/ou est affiliée, assistance, prêts, avances, licences ou garanties.

La Société peut agir comme gérant, consultant, contrôleur et agent en faveur d'autres sociétés ou entreprises et fournir à ces sociétés et entreprises des services de gestion, de conseil, des services techniques, d'acquisition, de vente et autres et conclure tout contrat nécessaire ou opportun en relation avec ce qui précède.

D'une manière générale, la Société pourra prendre toute mesure de contrôle ou de surveillance et mener à bien toutes opérations qu'elle estimera nécessaires et utiles à la poursuite et au bon développement de son objet social.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit de la Société est fixé à deux millions neuf cents soixante-dix-neuf mille six cents dix-sept euros (EUR 2,979,617.-) représenté par:

- 173.033 parts sociales de classe A1,
- 199.417 parts sociales de classe A2,
- 173.033 parts sociales de classe B1,
- 199.417 parts sociales de classe B2,
- 173.033 parts sociales de classe C1,
- 199.417 parts sociales de classe C2,
- 173.033 parts sociales de classe D1,
- 199.417 parts sociales de classe D2,
- 173.033 parts sociales de classe E1,
- 199.417 parts sociales de classe E2,
- 173.033 parts sociales de classe F1,
- 199.417 parts sociales de classe F2,
- 173.033 parts sociales de classe G1,
- 199.417 parts sociales de classe G2,
- 173.048 parts sociales de classe H1,
- 199.419 parts sociales de classe H2
- 0 part sociale de classe I1,
- 0 part sociale de classe I2,
- 0 part sociale de classe J1, et
- 0 part sociale de classe J2

chaque part sociale avec une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) et avec les droits et obligations énoncés dans ces statuts.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision des associés prise selon la manière requise pour la modification des présents statuts. En cas d'augmentation ou de réduction du capital, les parts sociales seront émises en faveur de chaque détenteur de parts sociales ou alors les détentions de chaque détenteur de parts sociales seront réduites uniquement sur une base proportionnelle.

Le capital autorisé est fixé à cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-) représenté par des parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Le conseil de gérance est autorisé et mandaté pendant une période prenant fin 5 ans après la date de publication des statuts modifiés et coordonnés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, à réaliser toute augmentation de capital dans les limites du capital autorisé en une ou plusieurs fois. Dans ce cas, les parts sociales seront émises en faveur des détenteurs de parts sociales uniquement sur une base proportionnelle.

Cette augmentation de capital pourra être souscrite et émise selon les termes et conditions déterminés par le(s) gérant(s), plus précisément concernant la souscription et le paiement des parts sociales à souscrire et à émettre, la période de souscription et le nombre de parts sociales à souscrire et à émettre, le fait que les parts sociales soient à souscrire avec ou sans prime d'émission (qui, afin d'écartier tout doute, doit être allouée sur une base proportionnelle à chaque catégorie de parts sociales), en déterminant dans quelle mesure, le paiement des parts sociales nouvellement souscrites est acceptable soit en numéraire soit en actifs autres qu'en numéraire.

Le conseil de gérance pourra déléguer à tout gérant ou organe de la Société dûment autorisé ou à toute autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement des parts sociales représentant une partie ou la totalité des montants du capital ainsi augmentés.

Après toute augmentation de capital réalisée et dûment établie dans la forme prévue par la loi, le premier paragraphe de cet article sera modifié de manière à refléter l'augmentation en cause; cette modification sera constatée par acte authentique par le(s) gérant(s) ou par toute personne dûment autorisée et mandatée à cet effet.

Dans le cas où la Société propose d'augmenter son capital en émettant de nouvelles Parts Sociales (les «Parts Préférentielles»), chaque Associé (à la date d'envoi de la Notification Préférentielle concernée, telle que définie ci-dessous) aura le droit (le «Droit Préférentiel») de souscrire pour un montant de chaque classe des nouvelles parts sociales concernées égal au pourcentage proratisé dudit Associé (à la date d'envoi de la Notification Préférentielle concernée) dans les parts sociales (comme si les parts sociales constituaient une seule et même classe). Le Droit Préférentiel sera exerçable par chaque associé concerné pour le même prix par nouvelle part sociale et dans les mêmes termes et conditions relatifs aux Parts Préférentielles devant être émises.

En rapport avec chaque émission donnant lieu au Droit Préférentiel, la Société délivrera par lettre recommandée un avis écrit à chaque Associé de la Société (un «Avis Préférentiel»), mentionnant le prix devant être payé pour les nouvelles parts sociales étant émises, le nombre et la classe des nouvelles parts sociales que l'associé est en droit de souscrire conformément au paragraphe précédent susmentionné et la méthode de paiement pour desdites parts. L'Avis Préférentiel ne pourra être accepté que durant une période qui ne pourra être de moins de dix (10) jours ouvrables (l'«Avis d'Option») suivant la date d'envoi en question. Toute acceptation de l'offre contenue dans l'Avis Préférentiel doit être faite par l'associé concerné par écrit en indiquant le nombre maximal de nouvelles parts sociales que cet associé veut acquérir, incluant le cas où l'un ou les autres associés renonce(nt) ou non à leur droit préférentiel de souscription (l'«Acceptation de l'Offre»).

Dans le cas où un ou plusieurs associés refuse(nt) d'accepter l'offre contenue dans l'Avis Préférentiel, toutes nouvelles parts restantes qui auraient été attribués auxdits associés refusant s'ils avaient participé doivent à la place être offertes à chaque associé acceptant sur la base proratisée de sa participation dans l'émission préférentielle à la condition dans chaque cas du consentement écrit de cet associé acceptant à la réattribution des nouvelles parts sociales résiduelles dans l'Acceptation de l'Offre jusqu'à ce que toutes les nouvelles parts sociales résiduelles aient été réallouées ou que de tels associés acceptant aient refusé ces réattributions consécutives. A l'expiration de la période d'exercice contenue dans l'Avis d'Option, la Société enverra un avis à chaque associé ayant envoyé une Acceptation de l'Offre à la Société indiquant le nombre exact de nouvelles parts sociales devant être souscrites par cet associé, la date d'émission de ces nouvelles parts sociales et le montant, la date de paiement et tous les autres renseignements nécessaires au paiement du prix de souscription par l'associé concerné des nouvelles parts sociales concernées.

Le capital social souscrit peut être changé à tout moment par décision de l'associé unique ou, comme cela peut être le cas, par la décision de l'assemblée des associés délibérant de la même manière que celle stipulée pour modifier les présents statuts.

Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation des Parts Sociales de chaque associé au prorata, y compris par l'annulation de l'entièreté d'une ou de plusieurs catégories de Parts Sociales, par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises de cette/ces catégories(s). En cas de rachats et d'annulations de toute catégorie de Parts Sociales, ces annulations ou rachats de Parts Sociales seront faits dans le sens inverse de l'alphabet (en commençant par les catégories J2 et J1 ensemble).

Dans le cas d'une réduction de capital par le rachat et l'annulation d'une catégorie de Parts Sociales (dans l'ordre prévu à l'alinéa précédent), cette catégorie de Parts Sociales donne droit à leurs détenteurs et au prorata de leur participation

dans cette catégorie, au Montant Disponible (dans la limite cependant du Montant Total d'Annulation tel que déterminé par l'assemblée générale des associés) et les détenteurs de Parts Sociales de la catégorie rachetée et annulée recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part, pour chaque Part Sociale de la catégorie concernée, détenue par eux et annulée.

La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la catégorie de Parts Sociales rachetée ou annulée.

Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'Assemblée Générale des associés de la Société, sur la base de Comptes Intérimaires établis. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des catégories J2, J1, I2, I1, H2, H1, G2, G1, F2, F1, E2, E1, D2, D1, C2, C1, B2, B1 et A2, A1 devra être le Montant Disponible de la catégorie concernée au moment de l'annulation de la catégorie concernée, sauf s'il en est décidé autrement par l'associé unique de la Société ou, selon le cas, par l'assemblée générale des associés de la Société dans les conditions prévues pour la modification des présents statuts et à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

Dès le rachat ou l'annulation des Parts Sociales de la catégorie concernée, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera due et payable par la Société.

Aux fins de la présente clause:

Montant Disponible signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) diminué par toute allocation faite conformément à l'article 16 des présents statuts pour une catégorie particulière de Parts Sociales, augmenté de (i) toutes réserves librement distribuables et augmenté par (ii) selon le cas, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relative à la catégorie de Parts Sociales devant être annulée mais diminué par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toutes sommes à allouer en réserve(s), conformément aux dispositions légales ou aux présents statuts, chaque fois comme reflété dans les Comptes Intérimaires concernés (sans, pour éviter tout doute, aucune comptabilité double), afin que:

$$AA = (NP+P+CR)-(L+LR)$$

Avec:

AA = Montant Disponible

NP = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

P = toutes réserves librement distribuables

CR = le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale en rapport avec la catégorie de Parts Sociales devant être annulée

L = pertes (y compris les pertes reportées)

LR = toutes sommes devant être mises en réserve(s) conformément aux dispositions légales ou aux présents statuts

- Comptes intérimaires signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernés.

- La Date des Comptes Intérimaires signifie la date au plus tard huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la catégorie de Parts Sociales concernée.

Si la Société fait une attribution du Montant Disponible, les Associés recevront cette attribution, dans l'ordre prioritaire suivant:

(i) premièrement, chaque classe des Parts Sociales devra recevoir un pourcentage de la valeur nominale de la classe de parts sociales concernée par ordre décroissant respectivement, nommément 0.60% pour les classes A1 et A2; 0,55% pour les classes B1 et B2; 0,50% pour les classes C1 et C2; 0,45% pour les classes D1 et D2; 0,40% pour les classes E1 et E2; 0,35% pour les classes F1 et F2; 0,30% pour les classes G1 et G2; 0,25% pour les classes H1 et H2; 0,20% pour les classes I1 et I2 et 0,15% pour les classes J1 et J2,

(ii) deuxièmement, pour ce qui est des classes A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 un montant annuel égal à 10% de leur prix de souscription incluant le cas échéant, toute prime en rapport (le «Retour»); le Retour qui doit être capitalisé à partir de la date de souscription augmentera quotidiennement et sera calculé en présupposant une année de 365 jours; si le Montant Disponible n'est pas suffisant pour permettre l'attribution du Retour, un tel manque à gagner dans l'allocation du Retour continuera à faire naître des intérêts s'élevant à 10% en rapport avec la période courant de la date d'émission jusqu'à (et incluant) la date de paiement effectif lequel intérêt sera capitalisé annuellement pour chaque année calendaire consécutive (le «Manque à Gagner relatif au Retour») et un tel Manque à Gagner relatif au Retour sera alloué de manière équitable à travers chaque classe A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 et deviendra une part du Retour jusqu'au rachat et/ou jusqu'à l'annulation de ces classes de Parts Sociales; si le rachat et l'annulation d'une classe A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 sont suffisants pour permettre le paiement du Retour alors aucun Retour complémentaire ne sera payé sous ce point (ii) en rapport avec toute distribution additionnelle du Montant Disponible;

(iii) troisièmement, à chaque Associé qui détenait des parts sociales de classe A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 un montant égal à leur prix de souscription pour de telles parts sociales (incluant toutes les classes de parts sociales qui ont été l'objet d'une annulation en rapport avec les distributions susmentionnées) incluant le cas échéant, toute prime liée à de telles parts sociales; et

(iv) le montant restant en dehors du Montant Disponible à la suite des distributions faites sous les points (i) à (iii) ci-dessus, devra être alloué aux associés (à l'exception des associés détenant les classes J1 et J2), au prorata de toutes les classes de Parts Sociales qu'ils détenaient à la date de la distribution plus toutes les classes de Parts Sociales qui ont été l'objet d'annulation en rapport avec les distributions susmentionnées, de telle manière à assurer que toutes les classes de Parts Sociales sauf les classes J1 et J2 aient reçu à la date de la distribution un montant égal à un multiple de leur prix de souscription incluant toute prime liée pour toutes les parts sociales souscrites (incluant toutes les classes de parts sociales qui ont été l'objet d'annulation en rapport avec les distributions susmentionnées); un tel multiple devant être convenu par l'Assemblée Générale des Associés (un tel montant étant le «Hurdle»);

(v) à la suite des Associés mentionnés sous le point (iv) ci-dessus ayant reçu le Hurdle, le montant restant sera ensuite alloué aux associés au prorata de leur participation (incluant toutes les classes de parts sociales qui ont été l'objet d'annulation en rapport avec les distributions susmentionnées) sans tenir compte des classes de Parts Sociales qu'ils détiennent à la date de la distribution et ce montant devrait inclure tous les montants qui ont été l'objet d'annulation en rapport avec toute distribution susmentionnée.

Afin d'éviter tout doute:

Dans le cas où tout dividende, bonus ou autre distribution de capital, revenu ou profit est déclaré, payé ou fait ou tout rachat, repaiement ou retour sur capital ou sur capital d'emprunt (ou de tout autre titre concerné) est fait (si ou non conformément à la vente de tout ou en substance de toute l'activité ou les actifs de la Société), ou s'il y a une vente de quelques ou de toutes les Parts Sociales dans la Société, les produits d'un tel dividende ou d'une telle vente, seront distribués conformément à cet Article 5.

Soumis au respect de toute obligation existante sous la Loi, si l'un(e) ou tous/toutes les parts sociales ou titres représentant le capital social est/sont admise(s) ou si une autorisation est accordée par toute autorité sur lesdites parts sociales ou lesdits titres devant être admis ou négociés ou estimés sur tout marché d'investissement reconnu, les principes énoncés ci-dessus aux points (i) à (v) seront appliqués lors de la réalisation d'une telle cotation.

Art. 6. Cession de parts sociales. Si la Société compte au moins deux associés, la validité du transfert de parts sociales est soumise à l'approbation en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital de la Société. Sauf en cas de rachat et d'annulation de l'article 5 ou des rachats de l'article 7, une part sociale de chaque catégorie ne peut être cédée ou mise en gage qu'en relation avec les autres catégories d'actions détenues par ce cédant et à la même personne à qui ces autres catégories d'actions sont cédées ou mises en gage.

Sous réserve de la même exception à la Section 5 paragraphe 9, dans le cas d'un transfert d'une partie seulement des parts sociales d'un associé, l'associé doit transférer des parts sociales de chaque catégorie de parts sociales qu'il détient, de façon proportionnelle.

Art. 7. Rachat des Parts Sociales. L'acquisition et la cession par la Société de parts sociales qu'elle détient dans son propre capital social ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une résolution de l'assemblée générale des associés suivant l'ordre décrit sous l'Article 5.

Art. 8. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 9. Les créanciers, ayant droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. L'assemblée générale des associés

Art. 10. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée représentera l'intégralité des associés de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes en relation avec les activités de la Société.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises lors d'une assemblée des associés régulièrement convoquée seront adoptées à la majorité simple des associés présents et prenant part au vote.

Le capital social et les autres dispositions des présents statuts pourront, à tout moment, être modifiés par l'associé unique ou par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital. Les associés pourront changer la nationalité de la Société par une décision prise à l'unanimité.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés, et s'ils constatent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 11. Vote. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société ne reconnaîtra qu'un titulaire par part; lorsqu'une part sera détenue par plus d'une personne, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne/entité ait été désignée comme le seul propriétaire vis-à-vis de la Société.

Titre IV. Administration

Art. 12. Conseil de gérance. La Société sera gérée par un Conseil de Gérance. Les gérants ne pourront être plus de cinq (5). Les gérants pourront être révoqués à tout moment à la discrétion de l'assemblée générale des associés.

La majorité des membres du conseil de gérance doit toujours résider au Luxembourg. Toute nomination d'un gérant en violation de ces présents statuts sera nulle.

Le conseil de gérance pourra déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il pourra également nommer des représentants pour des transactions spécifiques et révoquer ces nominations à tout moment.

Le conseil de gérance pourra élire un président parmi les gérants.

Le président ne pourra pas voter une seconde fois ni ne bénéficiera d'un vote prépondérant. Il peut également choisir un(e) secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de conserver les procès verbaux des réunions du conseil de gérance. Le président ou le président ad hoc nommé au cours de la réunion présidera toutes les assemblées générales et toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, l'assemblée générale ou, le cas échéant le conseil de gérance, nommera par un vote à la majorité en nombre des membres présents ou représentés à cette réunion une autre personne parmi les gérants comme président pro tempore.

Le président ou deux membres du conseil de gérance peuvent convoquer les réunions du conseil de gérance. Les gérants seront convoqués à chaque réunion du conseil de gérance séparément.

Une convocation des réunions du Conseil ainsi que l'ordre du jour écrit et tous documents y relatifs appropriés pour étude par le conseil de gérance concernant les sujets à l'ordre du jour devront être adressés à tous les gérants au moins 10 jours ouvrables avant la date fixée pour les réunions, sauf si en raison de la nature urgente du sujet en question il est dans l'intérêt de la Société qu'une réunion soit organisée avec un préavis plus court mais d'une durée raisonnable. Aucune décision ne sera prise lors d'un conseil de gérance si elle ne figure pas à l'ordre du jour de ce conseil, à moins que tous les gérants soient présents et marquent leur accord à cette décision. Il y aura au moins quatre réunions du Conseil par exercice social.

Les réunions du conseil de gérance devront être tenues au lieu, au jour et à l'heure spécifiés dans la convocation, à condition que toutes les réunions soient tenues au Grand Duché de Luxembourg.

Il peut être renoncé à la convocation si le gérant exprime son consentement par écrit ou par télécopie ou télégramme ou télex ou par e-mail adressé à tous les autres membres du conseil de gérance. Aucune convocation séparée n'est requise pour les réunions qui se tiennent aux heures et lieux spécifiés dans un programme préalablement arrêté par une résolution du conseil de gérance. Toute réunion tenue en dehors du Grand Duché de Luxembourg sera nulle.

Chaque gérant ou son représentant peut valablement participer à la réunion par conférence téléphonique ou toute autre forme de communication sous condition que toutes les personnes participant à la réunion soient capables de s'entendre et de se parler tout au long de la réunion. De tels moyens devront satisfaire aux caractéristiques techniques qui assurent une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations devront se dérouler en direct et sans interruption. Une personne participant ainsi sera considérée comme présente en personne à la réunion et sera en conséquence comptabilisée pour le quorum et autorisée à voter.

Un gérant qui n'est pas résident fiscal au Royaume-Uni pour des raisons fiscales britanniques ne pourra pas nommer une personne qui est résidente fiscale au Royaume-Uni pour des raisons fiscales britanniques comme son représentant.

Un gérant, autre qu'un gérant résidant fiscal au Royaume-Uni pour des raisons fiscales britanniques, peut être nommé comme représentant pour représenter un ou plusieurs de ses collègues, à condition néanmoins qu'au moins deux gérants soient présents à la réunion.

Aucun gérant ne peut participer par conférence téléphonique ou toute autre forme de communication à une réunion si le gérant est physiquement présent au Royaume-Uni, et toute réunion où un ou plusieurs gérants est physiquement présent au Royaume-Uni ne pourra être considérée comme dûment convoquée et toute décision prise à une telle réunion sera nulle. Une conférence téléphonique où la majorité des participants est physiquement présente au Grand Duché de Luxembourg est réputée avoir été tenue au Grand Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer et prendre des décisions seulement si la majorité de ses membres est présente ou représentée par un représentant nommé selon les présents statuts.

Sous réserve des présents statuts, toutes les décisions prises lors d'une réunion du conseil de gérance doivent être prises à la majorité des gérants présents ou représentés et votant.

Art. 13. Procès-verbal des réunions. Les décisions du conseil de gérance seront actées des procès-verbaux et signés par le président ou par deux gérants ou par les membres du bureau de la réunion («bureau»). Toutes les procurations seront annexées aux procès-verbaux.

Des copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront être signés par le président ou par deux gérants.

Aucune action prévue par les présents statuts ne peut être accomplie au Royaume-Uni, et les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance ne peuvent pas être préparés au Royaume-Uni.

Art. 14. Pouvoirs. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous les actes d'administration et de disposition pour le compte et dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi à l'assemblée générale des associés seront de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de diriger la gestion journalière et les affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société pour une telle gestion et de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à tout comité (dont les membres n'auront pas à être gérants), délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous les pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui ne devra pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 15. Représentation. Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée par la signature unique du gérant unique, ou par la signature conjointe de deux gérants, ou par la signature unique de toute personne à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance.

Art. 16. Bénéfices, Réserves et Dividendes. Chaque année, cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels seront affectés à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société. Le solde pourra être distribué aux associés par une résolution de l'assemblée générale des associés, conformément aux dispositions suivantes.

Les associés peuvent décider de déclarer et de payer des dividendes intérimaires sur la base de comptes préparés par le gérant, ou, le cas échéant, le conseil de gérance, montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant distribuable ne devra pas excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social augmentés des profits reportés et des réserves distribuables mais diminués des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve prévue par la loi, conformément aux dispositions suivantes.

Le compte de prime d'émission (qui, afin d'écartier tout doute, doit être alloué sur une base proportionnelle à chaque catégorie de parts sociales) peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés selon les dispositions suivantes. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer toute somme du compte prime d'émission au compte réserve légale.

Les dividendes déclarés peuvent être payés dans toute devise choisie par le conseil de gérance et peuvent être payés aux lieux et heures déterminés par le gérant ou le conseil de gérance. Le conseil de gérance peut déterminer un taux de change final applicable pour convertir les dividendes dans la monnaie de paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une part sociale pendant cinq ans ne pourra pas être réclamé par le détenteur de la part sociale en question, sera perdu et devra revenir à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur des dividendes déclarés et non réclamés que la Société détient pour le compte de détenteurs de parts sociales.

Art. 17. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre.

Titre V. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par l'assemblée générale des associés décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et des frais de liquidation, le résultat net de liquidation sera distribué aux associés en conformité avec l'Article 5.

Art. 19. Tous les points non régis par ces statuts seront déterminés en conformité avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.»

Sixième résolution

Les Associées autorisent tout dirigeant de la Société d'effectuer toute action nécessaire en rapport avec les résolutions précédemment prises incluant mais non limitée à la modification du registre des associés de la Société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été clôturée.

Frais

Les dépenses, frais, rémunération et charges incombant à la Société suite à cet acte sont estimés à six mille huit cents euros (6.800,- EUR).

DONT ACTE, en foi de quoi, le présent acte notarié est dressé à Luxembourg, à la date mentionnée au début de ce document.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclara qu'à la requête des comparants susmentionnés, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre les deux versions, le texte anglais fera foi.

Le document ayant été lu aux comparants, ceux-ci ont avec le notaire signé le présent acte.

Signé: C. REHO, D. NITESCU, R. VIARD, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 septembre 2014. LAC/2014/40823. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014152951/1043.

(140173562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Bulgarian Acquisition Company V S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 134.748.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of September, before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARS:

The Luxembourg Acquisition Company S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 108.160 (the Sole Shareholder),

represented by Anne-Lise Delfanne, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

The power of attorney of the Sole Shareholder, after having been signed *ne varietur* by the undersigned notary and the attorney-in-fact acting on behalf of the Sole Shareholder, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The attorney-in-fact of the Sole Shareholder requests the undersigned notary to record the following:

I. The Sole Shareholder holds all of the 500 (five hundred) shares having a par value of EUR 25 (twenty-five euro) each, representing the entire share capital of Bulgarian Acquisition Company V S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.748 (the Company).

II. The Company was incorporated on 3 December 2007 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - N° 208 of 25 January 2008. The articles of association of the Company have never been amended.

III. The Sole Shareholder has resolved on the tenth day of July 2014 to dissolve the Company and to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire). The Company appointed the Sole Shareholder as liquidator (liquidateur) in relation to the liquidation of the Company.

IV. The Sole Shareholder exercises the powers of the general meeting of the shareholders of the Company in accordance with article 200-2 of the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

V. The Sole Shareholder wishes to pass resolutions on the following items:

- (1) Acknowledgment of the report of the liquidator;
- (2) Approval of the liquidation accounts;
- (3) Decision to waive the appointment of a liquidation auditor (commissaire à la liquidation) of the Company;
- (4) Decision to give discharge (quitus) to the liquidator of the Company for all its duties during, and in connection with, the liquidation of the Company;
- (5) Decision to close the liquidation of the Company; and
- (6) Decision to keep the Company's documents and books, for a period of five years from the date of publication of the closing of the liquidation, at the following address: 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg-ville.

VI. The Sole Shareholders takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to acknowledge the liquidation report drafted by the liquidator of the Company, The Luxembourg Acquisition Company S.à r.l. (the Liquidator).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to acknowledge and approve the liquidation accounts of the Company presented by the Liquidator.

It results from the presentation of the liquidation accounts and report by the Liquidator and its explanations that all the outstanding debts of the Company have been discharged and that the liquidation of the Company may be closed.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to waive the appointment of a liquidation auditor (commissaire à la liquidation) in relation to the voluntary liquidation of the Company. The Sole Shareholder considers itself as duly informed and declares to have sufficient knowledge of the performance by the Liquidator of its duties in relation to the voluntary liquidation of the Company.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to give full discharge (quitus) to the Liquidator, for all its duties during, and in connection with, the liquidation of the Company.

Fifth resolution

After considering that the outstanding liabilities of the Company have all been discharged and that no liquidation proceeds are outstanding, the Sole Shareholder resolves to close the liquidation on the date hereof.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to set the place where the Company's books and corporate documents are to be kept during five years following the publication of the present deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations at the following address: 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg-ville, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, and that at the request of the appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the appearing party, the appearing party signs together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-deuxième jour du mois de septembre, par devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

COMPARAIT:

The Luxembourg Acquisition Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108.160 (l'Associé Unique),

ci-après représenté par Anne-Lise Delfanne, avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration accordée sous seing privé.

Ladite procuration après avoir été signée ne variatur par le mandataire de l'Associé Unique et par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, tel que représenté ci-dessus, requiert le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient toutes les 500 (cinq cents) parts sociales, d'une valeur nominale de EUR 25 (vint cinq euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de Bulgarian Acquisition Company V S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.748 (la Société).

II. La Société a été constituée le 3 décembre 2007 en vertu d'un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, au Grand Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - N° 208 du 25 janvier 2008. Les statuts de la Société n'ont jamais été modifiés.

III. L'Associé Unique a décidé le dixième jour de juillet 2014 de dissoudre de la Société et de la mettre en liquidation. La Société a nommé l'Associé Unique en tant que liquidateur en relation avec la liquidation de la Société.

IV. L'Associé Unique exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société, conformément à l'article 200-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

V. L'Associé Unique souhaite prendre les résolutions suivantes:

- (1) Constatation du rapport du liquidateur;
- (2) Approbation des comptes de liquidation;
- (3) Décision de renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation de la Société;
- (4) Décision de donner décharge (quitus) au liquidateur de la Société pour l'exécution de son mandat pendant, et dans le cadre de, la liquidation de la Société.
- (5) Décision de clôturer la liquidation de la Société; et
- (6) Décision de déposer et conserver les livres et documents sociaux de la Société pendant cinq ans à partir de la date de publication de la clôture de la liquidation à l'adresse suivante: 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg-ville.

VI. L'Associé Unique adopte les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique constate le rapport de liquidation rédigé par le liquidateur de la Société (le Liquidateur).

Deuxième résolution

L'Associé Unique constate et approuve les comptes de liquidation de la Société préparés par le Liquidateur.

Il résulte des comptes de liquidation et du rapport du Liquidateur, ainsi que de ses explications, que toutes les dettes de la Société ont été acquittées et que la liquidation de la Société peut être clôturée.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation dans le cadre de la liquidation volontaire de la Société. L'Associé Unique se considère comme dûment informé et déclare avoir une connaissance suffisante de l'exécution par le Liquidateur de ses obligations dans le cadre de la liquidation volontaire de la Société.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de donner décharge (quitus) au Liquidateur de la Société pour l'exécution de son mandat pendant, et dans le cadre de, la liquidation de la Société.

Cinquième résolution

Après avoir examiné que les dettes de la Société ont toutes été acquittées et que plus aucun boni de liquidation n'est dû, l'Associé Unique décide de clôturer la liquidation à la date du présent acte.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de fixer le lieu où les livres et documents sociaux de la Société doivent être conservés pendant cinq ans à partir de la date de publication du présent acte au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations à l'adresse suivante: 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg-ville, Grand-Duché du Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare à la requête de la partie comparante que le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, à la même date qu'en tête du présent acte, à Luxembourg.

Et après lecture faite à la partie comparante, la partie comparante signe ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: Delfanne, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12794. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPÉDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014152571/139.

(140174647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Metis Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 911.250,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 163.315.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of the month of September,
before us Maître Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

TDR Capital Nominees Limited, an English limited company, having its registered office at 20, Bentinck Street, London W1U 2EU, United Kingdom and being registered with Companies House under number 04708906,

represented by Me Ana Bramao, maître en droit, residing professionally in Luxembourg pursuant a proxy dated 26 September 2014 (such proxy to be registered together with the present deed), being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Metis Holding S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, incorporated by deed of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, on 23 August 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2668 of 3 November 2011 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 163315.

The articles of association of the Company were amended for the last time by deed of Me Blanche Moutrier, notary residing in Esch-Sur-Alzette, on 28 November 2013 published in the Mémorial number 314 of 4 February 2014.

The appearing party declared and requested the notary to record that:

1. The Sole Shareholder holds all one million twelve thousand and five hundred (1,012,500) shares in issue in the Company divided into ten (10) classes of shares, namely classes A to J shares, so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.
2. The items on which resolutions were to be passed are as follows:

Agenda

A) Approval of the reduction of the issued share capital of the Company from an amount of one million twelve thousand and five hundred Pounds Sterling (GBP 1,012,500) to an amount of nine hundred and eleven thousand two hundred and fifty Pounds Sterling (GBP 911,250) by the repurchase and cancellation of one hundred and one thousand two hundred and fifty (101,250) Class D shares in issue in the Company of a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each for a total repurchase price of forty-one million six hundred thousand Pounds Sterling (GBP41,600,000) (the "Cancellation Amount") to be paid in cash out of the share premium and the share capital of the Company; payment of the Cancellation Amount to the Sole Shareholder in cash and delegation of powers in relation to the payment.

B) Subject to the approval of the item A) above, consequential amendment of the following articles of the articles of association of the Company to reflect the cancellation of the Class D shares:

a. article 5.1 of the articles of association of the Company shall be read as follows: "The issued share capital of the Company is set at nine hundred and eleven thousand two hundred and fifty Pounds Sterling (GBP 911,250) divided into nine (9) classes of shares (each a "Class" and together the "Classes"), being one hundred and one thousand two hundred and fifty (101,250) Class A shares; one hundred and one thousand two hundred and fifty (101,250) Class B shares; one hundred and one thousand two hundred and fifty (101,250) Class C shares; one hundred and one thousand two hundred and fifty (101,250) Class E shares; one hundred and one thousand two hundred and fifty (101,250) Class F shares; one hundred and one thousand two hundred and fifty (101,250) Class G shares; and one hundred and one thousand two hundred and fifty (101,250) Class H shares, one hundred and one thousand two hundred and fifty (101,250) Class I shares; and Class J Shares with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each."

b. the fourth bullet point of article 5.2.3 of the articles shall be deleted.

c. The fourth bullet point of article 14.3 shall be deleted.

d. The definition of Class Period in article 18 shall be amended to read as follows: "Class Period means Class A Period, Class B Period, Class C Period, Class E Period, Class F Period, Class G Period, Class H Period, Class I Period and Class J Period."

After having carefully considered the items above, the Sole Shareholder resolved as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to approve the reduction of the issued share capital of the Company from an amount of one million twelve thousand and five hundred Pounds Sterling (GBP 1,012,500.-) to an amount of nine hundred and eleven thousand two hundred and fifty Pounds Sterling (GBP 911,250) by the repurchase and cancellation of one hundred and one thousand two hundred and fifty (101,250) Class D shares in issue in the Company of a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each for an aggregate repurchase price of forty-one million six hundred thousand Pounds Sterling (GBP41,600,000) (the "Cancellation Amount").

The Sole Shareholder resolved that the Company shall pay the Cancellation Amount to the Sole Shareholder out of the Company's share premium and share capital.

The Sole Shareholder resolved to instruct the board of managers of the Company to pay the Cancellation Amount to the Sole Shareholder in cash.

The repayment may only take place in accordance with the respects of the rights of the eventual/existing creditors of the Company.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to consequently amend the articles of association of the Company to reflect the cancellation of the Class D Shares and in particular article 5.1, article 5.2.3, 14.3 and the definition of Class Period in article 18 as set out under item B) of the agenda above.

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at two thousand euro (EUR 2,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the appearing party hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-sixième jour du mois de septembre,
par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,
a comparu:

TDR Capital Nominees Limited, une limited company anglaise, dont le siège social est situé au 20, Bentinck Street, Londres W1U 2EU, Royaume-Uni, immatriculée auprès du Companies House sous le numéro 04708906,

représentée par Me Ana Bramao, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration datée du 26 septembre 2014 (cette procuration devant être enregistrée avec le présent acte), étant l'associé unique (l'«Associé Unique») de Metis Holding S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée dont le siège social est situé au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, constituée le 23 août 2011 par acte de Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2668 du 3 novembre 2011 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 163315.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 28 novembre 2013 par acte de Me Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-Sur-Alzette, publié au Mémorial numéro 314 du 4 février 2014.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. L'Associé Unique détient l'ensemble des un million douze mille cinq cents (1.012.500) parts sociales émises dans la Société divisées en dix (10) classes de parts sociales, à savoir des parts sociales des classes A à J, de sorte que des décisions peuvent être valablement prises sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

2. Les points sur lesquels des résolutions devaient être adoptées sont les suivants:

Ordre du jour

A. Approbation de la réduction du capital social émis de la Société afin de le porter de son montant actuel d'un million douze mille cinq cents livres sterling (1.012.500 GBP) à un montant de neuf cent onze mille deux cent cinquante livres sterling (911.250 GBP) par le rachat et l'annulation de cent un mille deux cent cinquante (101.250) parts sociales de Classe D émises dans la Société d'une valeur nominale d'une livre sterling (1 GBP) chacune pour un prix total de rachat de quarante-et-un millions six cent mille livres sterling (41.600.000 GBP) (le «Montant d'Annulation») devant être payé en numéraire à partir de la prime d'émission et du capital social de la Société; paiement du Montant d'Annulation à l'Associé Unique en numéraire et délégation de pouvoirs concernant le paiement.

B. Sous réserve de l'approbation du point A) ci-dessus, modification en conséquence des articles suivants des statuts de la Société afin de refléter l'annulation des parts sociales de Classe D:

a. L'article 5.1 des statuts de la Société aura la teneur suivante: «Le capital social émis de la Société est fixé à neuf cent onze mille deux cent cinquante livres sterling (911.250 GBP) divisé en neuf (9) classes de parts sociales (chacune une «Classe» et ensemble les «Classes»), à savoir cent un mille deux cent cinquante (101.250) parts sociales de Classe A; cent un mille deux cent cinquante (101.250) parts sociales de Classe B; cent un mille deux cent cinquante (101.250) parts sociales de Classe C; mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe E; cent un mille deux cent cinquante (101.250) parts sociales de Classe F; cent un mille deux cent cinquante (101.250) parts sociales de Classe G; et cent un mille deux cent cinquante (101.250) parts sociales de Classe H, cent un mille deux cent cinquante (101.250) parts sociales de Classe I; et des Parts Sociales de Classe J avec une valeur nominale d'une livre sterling (1 GBP) chacune.»

b. Le quatrième point de l'article 5.2.3 des statuts sera supprimé.

c. Le quatrième point de l'article 14.3 sera supprimé.

d. La définition de Période de Classe à l'article 18 sera modifiée afin d'avoir la teneur suivante: «Période de Classe signifie la Période de Classe A, la Période de Classe B, la Période de Classe C, la Période de Classe E, la Période de Classe F, la Période de Classe G, la Période de Classe H, la Période de Classe I et la Période de Classe J.»

Après avoir soigneusement examiné les points ci-dessus, l'Associé Unique a décidé ce qui suit:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver la réduction du capital social émis de la Société afin de le porter de son montant actuel d'un million douze mille cinq cents Livres Sterling (1.012.500.- GBP) à un montant de neuf cent onze mille deux cent cinquante Livres Sterling (911.250.- GBP) par le rachat et l'annulation de cent un mille deux cent cinquante (101.250) parts sociales de Classe D émises dans la Société d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (1.-GBP) chacune pour un prix total de rachat de quarante-et-un millions six cent mille livres sterling (41.600.000.- GBP) (le «Montant d'Annulation»).

L'Associé Unique a décidé que la Société payerait le Montant d'Annulation à l'Associé Unique à partir de la prime d'émission et du capital social de la Société.

L'Associé Unique a décidé de charger le conseil de gérance de la Société de payer le Montant d'Annulation à l'Associé Unique en numéraire.

Le remboursement ne pourra s'effectuer qu'en respect des droits des créanciers éventuels /existants de la Société.

Seconde résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier en conséquence les statuts de la Société afin de refléter l'annulation des Parts Sociales de Classe D et notamment les articles 5.1, 5.2.3, 14.3 et la définition de Période de Classe à l'article 18 tels qu'énoncés au point B) de l'ordre du jour ci-dessus.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société sont estimés à deux mille euros (EUR 2.000.-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, reconnaît qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Bramao, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 septembre 2014. Relation: LAC/2014/44817. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014152946/152.

(140174567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

IDICO-Intercontinental Development and Investment Corporation S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 6.554.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires et détenteurs de parts de fondateur du 26 août 2014 à 9 heures

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires et détenteurs de parts de fondateurs décide, à l'unanimité, de renouveler les mandats d'administrateurs de:

Madame Christine OTTER-SCHAER

Monsieur Peter KURZ

Madame Dominique BOURGER

Monsieur Peter KURZ est nommé Président.

Leurs mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes arrêtés au 31 mars 2015.

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires et détenteurs de parts de fondateurs décide, à l'unanimité, de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes:

EM AUDIT ET CONSEILS SA, Genève.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes arrêtés au 31 mars 2015.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Extract of the minutes of the annual general meeting of shareholders and owners of founder parts held at the registered office of the company on 26 august 2014 at 09.00 a.m.

The Annual General Meeting of shareholders and owners of founder parts resolved to elect:

Mrs Christine OTTER-SCHAER

Mr Peter KURZ

Mrs Dominique BOURGER

as Directors of the company. Their period of office will expire upon the Annual General Meeting which will decide on the accounts ended on March 31,2015.

- to nominate:

Mr Peter KURZ, Chairman of the Board.

- to appoint, EM AUDIT & CONSEILS SA - Geneva, as Statutory Auditor for the next financial year until the General Meeting which approve the accounts ended on March 31,2015.

Certified copy

Signatures

Director / Director

Référence de publication: 2014152845/39.

(140174306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Octagone Luxembourg 7 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 130.903.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156117/11.

(140177274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Sun Life (Luxembourg) Finance No. 2 Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 23.304.499,99.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 159.293.

EXTRAIT

Suite aux résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 27 août 2014, il résulte que:

- Livio Gambardella a démissionné de sa fonction de gérant de catégorie B avec effet au 3 octobre 2014;

- Aidan Foley, né le 8 décembre 1976 à Waterford (Irlande), demeurant professionnellement au 8 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, a été nommé gérant de catégorie B avec effet au 3 octobre 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Sun Life (Luxembourg) Finance N° 2 Sarl

Référence de publication: 2014156195/15.

(140176524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Sèvres II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.879.300,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 120.013.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 28 août 2014, a décidé d'accepter:

- la nomination avec effet au 18 août 2014 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société de Sam Agnew, ayant son adresse professionnelle au Peterborough Court, 133 Fleet Street, EC4A 2BB London, Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Marielle STIJGER

Gérante

Référence de publication: 2014156213/15.

(140176463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.
